

Irlande du Nord :

la police tire sur les manifestants

p.5

lutte ouvrière

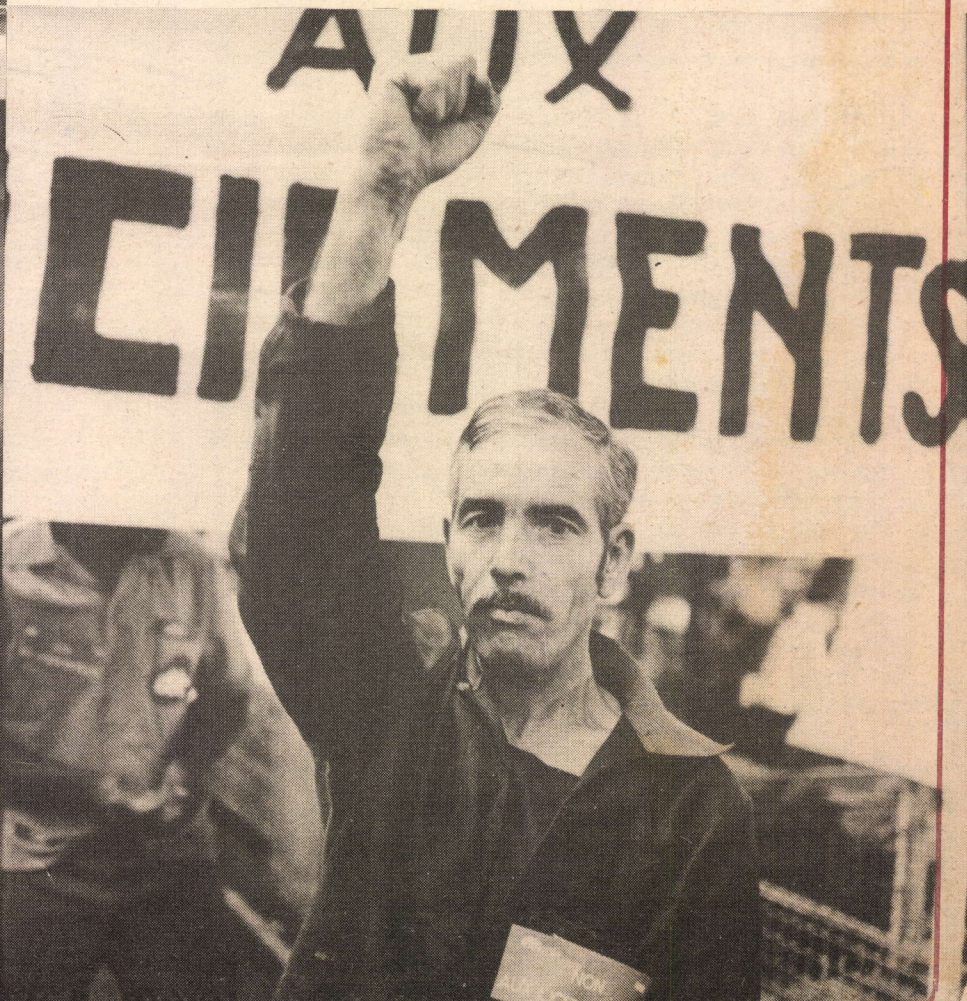
**Il y a 70 ans,
Août 1914,
l'entrée
en guerre**

p. 8-9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 846 - 18 août 1984 - prix : 6 F



FABIUS :
**le charme
aux patrons
et à l'armée,
la rigueur pour
les travailleurs.**



sommaire

Dans le monde

Page 5 :

- Irlande du Nord : la police tire sur les manifestants.
- Turquie : la dictature en accusation.

Pages 8 et 9 :

- Il y a 70 ans, en août 1914, l'Europe entrain en guerre.
 - La trahison des dirigeants réformistes.
 - La mobilisation.
 - Le départ pour la grande boucherie.

Page 10 :

- Sri-Lanka : la minorité tamoule en butte à la répression.

Page 11 :

- USA : affrontements entre communautés.
- Reagan : « Produisons américain ».
- Troupes françaises hors du Tchad !

Page 16 :

- Grande-Bretagne : la police s'en prend aux piquets de grève.
- Dénationalisation de Jaguar.

En France

Pages 6 et 7 :

- Automobile : 30 ans de copieux bénéfices.
- Le patronat provoque les travailleurs, mais il pourrait très bien y gagner une médaille en os.

Page 12 :

- SNCF Paris-Chapelle : le chef s'amuse.
- Vacances... à la rigueur.

Culture

Page 13 :

- Films : *Metropolis* de Fritz Lang ; *La triche* de Yannick Bellon.

Pages 14 et 15 :

- Livres : *Rakovsky* dans les *Cahiers Léon Trotsky* ; *La pensée vivante de Sandino* ; *Cette terre d'A. Torres* ; *Jean Miguel de R. de Queiroz*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

En bref

Histoire de çon ...dage

Quels bourreaux de travail, ces sénateurs ! En plein mois d'août, alors que tout le monde essaye d'oublier ses soucis (qui ne sont apparemment pas les mêmes) en vacances, on peut voir Charles Pasqua, RPR, en compagnie de deux autres sénateurs de l'opposition, se démener comme des beaux diables pour essayer de faire interdire l'utilisation d'un sondage. Un sondage qui annonce que 70% des Français sont pour l'organisation du référendum sur les libertés.

Ces sénateurs ont saisi la Commission des sondages, qui a émis des "réserves" sur la validité des chiffres. Par contre, ils ont été déboutés par le tribunal de grande instance de Paris dans leur requête contre l'institut IPSOS et l'Association pour le référendum sur les libertés publiques.

Nul doute que le grand jeu de l'été (qui n'amuse que les politiciens) continue jusqu'en septembre. Sondages, contre-sondages. Faut-il dire oui, faut-il dire non ? On peut aussi dire m...

Mieux que le marc de café

Verne Newton, un honnête citoyen américain de Washington, amateur de bon vin, affirme que "la qualité de la récolte du vignoble français de bordeaux permet de prévoir à coup sûr le résultat des élections présidentielles aux Etats-Unis."

Ainsi, explique-t-il, "le candidat démocrate est sûr d'être élu si la récolte de bordeaux est bonne, alors que c'est le candidat républicain qui a toutes les chances, si la récolte est mauvaise."

En 1980, la récolte était mauvaise, c'est Reagan qui a été élu. En 1976, elle était bonne, c'est Carter qui l'a été. Et l'année 1960, qui vit l'élection du démocrate Kennedy alors que la récolte était mauvaise, c'est selon lui l'exception qui confirme la règle.

Nixon, son malheureux rival, n'avait à s'en prendre qu'à lui-même : "Il n'aimait pas le vin, et surtout le français !"



Goupillon rime avec réaction

Le Vatican a mal à ses Eglises latino-américaines.

Au Nicaragua, les quatre membres du clergé qui font partie du gouvernement sandiniste ont jusque-là refusé l'ultimatum papal qui leur demandait de démissionner de leurs fonctions.

Par ailleurs, le Vatican est obligé de remettre lui-même de l'ordre dans les Eglises brésilienne et péruvienne, où les évêques et archevêques locaux ont tout l'air de ne pouvoir (ni vouloir) combattre les activités politiques de nombreux membres du clergé.

Le pape a ouvert la remise au pas en convoquant à Rome un théologien brésilien, Leonardo Boff, qui est accusé d'utiliser "le marxisme pour interpréter la Bible et le message chrétien." Délit qui lui vaudra de comparaître devant la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, sorte de tribunal successeur de l'ancienne Inquisition !

En somme, la seule satisfaction de Woytyla, cet été, aura sans doute été de se retrouver la main dans la main avec Reagan, à la conférence de Mexico, pour refuser de financer les organisations pour le développement qui "soutiennent l'avortement comme moyen de contrôle des naissances."

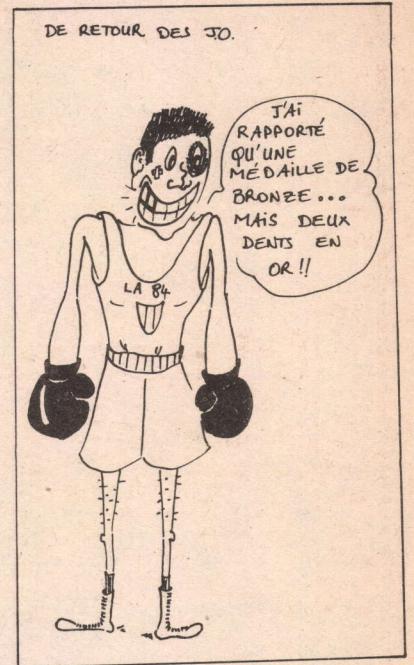
Comme quoi l'Eglise est bien toujours ce qu'elle était !

A vaincre sans péril on triomphe sans gloire

"Une moisson importante de médailles pour la France", "On a frôlé l'exploit", "Les Français ont fait preuve d'esprit de conquête" et même "Cocorico". A en croire la presse française, nos sportifs ont fait un tabac aux Jeux Olympiques de Los Angeles.

Mais si on y regarde d'un peu plus près, l'exploit sent le roussi ! La France n'a récolté que 27 médailles, loin, loin derrière les Etats-Unis (174), la Roumanie (53), la RFA (59) et l'Italie (32) !

L'exploit français dégingole du podium !



L'os à moëlle

Déclarant vouloir porter secours au marché national de la viande de bœuf, Euromarché lance une grande campagne : le mois du bœuf français, du 16 août au 15 septembre, mois pendant lequel Euromarché vendra du bœuf bien de chez nous et seulement ce bœuf là. Pas besoin d'être gastronome pour savoir qui, d'Euromarché ou des consommateurs, déguster la moëlle.

Stratégie

La frontière égyptienne près d'Eilath, au bord de la mer Rouge, a reculé de trois cents mètres. Les touristes israéliens pratiquant le bronzage intégral, un colonel égyptien a fait reculer sa troupe, pour qu'elle n'ait plus ce spectacle sous les yeux.

Avait-il peur que les militaires ne puissent pas résister aux attraits de la vie civile ?

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Fabius : Le charme à l'armée, au patronat et à la droite, la rigueur pour les travailleurs

UN mois après son intronisation au poste de Premier ministre, Fabius a profité de l'occasion des cérémonies du quarantième anniversaire du débarquement en Provence pour cultiver son image de jeune homme bon chic bon genre et pour confirmer, s'il en était encore besoin, que la politique qu'il se prépare à mener se situerait d'emblée au service de la bourgeoisie.

Lors de ses discours, il a tenu à rendre hommage à tous les généraux possibles, sans oublier ceux qui, comme de Lattre de Tassigny, se sont illustrés dans les guerres coloniales. Il a appelé les Français à se rassembler comme « ils le sont quand il s'agit de leur armée ». Car d'après lui « la France n'est jamais aussi forte que quand elle est rassemblée ».

Tout cela n'est pas nouveau. Fabius n'a fait que reprendre les propos de Mitterrand qui, à plusieurs reprises, a invité ses administrés à « savoir vivre ensemble », en faisant fi des « polémiques et des sectarismes ». Mais jusqu'ici le Premier ministre, en la personne de Mauroy, avait gardé quelques petites phrases qui le situaient à gauche. Eh bien, le nouveau chef du gouvernement veut montrer qu'il entend mettre le style en accord avec la politique et laisser au vestiaire tout ce qui peut faire trop « socialiste ».

La droite, à qui ces dérisoires opérations de charme sont en partie destinées, se contente de les observer, goguenarde. Pourquoi ferait-elle un tant soit peu mine de se rapprocher, quand elle a l'occasion de laisser aux seuls politiciens socialistes le soin de se déconsidérer, dans une politique antipopulaire ?

Quant au patronat, il attend du gouvernement qu'il continue sa politique antiouvrière et qu'il l'accélère. Il a, prêts dans ses tiroirs, des plans de licenciements dans les secteurs essentiels de l'économie, à commencer par l'industrie automobile. C'est ainsi que les patrons de

Citroën, à qui le gouvernement précédent avait demandé de revoir leur plan de licenciements et de l'accommoder d'un plan social, viennent de répondre qu'ils ne baisseraient pas d'un le nombre de licenciements prévus, mais consentaient seulement à déguiser provisoirement en stages de formation un certain nombre de ces licenciements. Et Fabius va se retrouver rapidement dans la situation de trancher. Comme il devra trancher dans bien d'autres affaires de licenciements à Peugeot, à Renault et ailleurs. Car le patronat entend bien que le gouvernement se compromette et mette tout son poids dans la balance pour imposer à la classe ouvrière ses plans de restructuration dont le seul but est de permettre au patronat de produire autant avec moins de bras, moins de dépenses salariales, c'est-à-dire plus de profits.

Mais les mesures antipopulaires que le gouvernement nous prépare ne concernent pas le seul domaine de l'emploi. La semaine dernière le gouvernement a décidé de baisser les taux d'intérêt des livrets de Caisse d'Épargne et des CODEVI, qui drainent les économies des couches populaires, ce qui se traduira surtout par des faveurs aux industriels et aux financiers. Et d'autres mesures suivront, visant à baisser le niveau de vie des travailleurs, des petites gens, des retraités, des chômeurs.

Alors oui, la bourgeoisie a tout à gagner à ce que le gouvernement de Fabius essaye de « rassembler » les Français ; c'est-à-dire de rassembler les licenciés et les licenciés, en faisant taire les licenciés ; c'est-à-dire de rassembler les travailleurs derrière ceux qui leur imposent sacrifice sur sacrifice.

Mais cette politique-là pourrait bien avoir un autre effet : rassembler tous les travailleurs qui en ont assez de se faire gruger ; les rassembler contre ce gouvernement et sa politique ; et leur montrer qu'ensemble ils peuvent être forts et qu'ils peuvent se faire craindre et respecter par le gouvernement et le patronat.

Arlette LAGUILLER

Elections régionales corses : polémique autour d'un panier de crabes

« Osera, n'osera pas ? ». La liste RPR-UDF va-t-elle fraterniser avec celle des partisans de Le Pen ? C'est la question docement discutée par les leaders politiques nationaux, tant de gauche que de droite, au sujet de l'élection du nouveau président de l'Assemblée régionale corse.

« L'agitation des chefs de la droite n'a d'autre effet que d'apporter de l'eau au moulin des extrémistes du Front National », déclarait Jean Poperen, secrétaire national du Parti Socialiste au lendemain des élections de l'Assemblée régionale. « Les autres formations de droite vont-elles, en Corse comme à Dreux et ailleurs, s'allier au Front National ? ».

Du côté du RPR et de l'UDF, le choix est tout fait : sans le vote des 6 élus du Front National, difficile d'arracher la présidence de l'Assemblée régionale, puisque la liste commune RPR-UDF, tout en ayant eu le plus grand nombre de voix, n'a que 19 élus. Même avec l'appui des 5 élus du CNIP (liste cons-

tituée avec des dissidents de l'UDF) on atteint 24 voix, alors que la majorité absolue est de 31 et que les trois listes se réclamant de la gauche totalisent 25 voix. Alors comme l'alliance avec le Front National pouvait gêner un peu une partie de leur clientèle, à Paris les leaders RPR et UDF s'empressent de reporter sur la gauche la responsabilité de ce futur mariage forcé : c'est la gauche au pouvoir qui suscite une recrudescence de l'extrême-droite, c'est ce fichu scrutin proportionnel institué par la gauche qui permet à une petite formation de troubler le jeu classique...

Mais, loin des scrupules et polémiques parisiennes, en Corse, la question est plus terre-à-terre : « Voudra, voudra pas ? ». Pascal Arrighi, le leader de la liste du Front National, acceptera-t-il de soutenir le candidat à la présidence RPR-UDF ? Pour l'instant, la réponse est « non » : Pascal Arrighi ne veut pas de de Rocca-Serra, car il ne veut pas voir à la présidence un vieux

« politicien usé » (P. Arrighi ne doit pas aimer se regarder dans une glace).

Du côté des listes qui se réclament de la gauche, c'est celle du MRG dirigée par François Giacobbi qui était arrivée en tête dimanche et a obtenu 9 sièges. 9 sièges aussi pour la liste d'alliance MRG (fraction sud de l'île)-PS, et 7 pour le Parti Communiste. Là non plus le compte n'y est pas. Seul Arrighi pourrait faire la différence mais, tout au moins vu des états-majors parisiens, cela semble plutôt délicat.

Reste la possibilité d'une abstention du Front National, permettant au candidat de la gauche Giacobbi de coiffer de Rocca Serra d'une voix et de présider une Assemblée où la gauche est minoritaire. Ou bien la possibilité, envisagée par certains élus de la liste RPR-UDF, d'une alliance avec un Giacobbi laissant tomber le reste de la gauche... Ou bien d'autres cas de figure. Et les marchandages insulaires continuent : des marchandages aux multiples facettes, tant en

réalité tout ce personnel est interchangeable (sur le plan des étiquettes politiques plus que sur celui des intérêts de famille, il est vrai).

L'homme-clé de la situation, par exemple, la tête de liste du Front National, Pascal Arrighi, n'a-t-il pas été élu en 1956 député radical-socialiste, en même temps et sur la même liste que son ami François Giacobbi ? Puis en 1958 il était élu sous l'étiquette gaulliste député de la Corse, alors que le gaulliste de Rocca Serra en était, lui, sénateur. Entre-temps, en mai 1958, il était à Alger au moment du putsch portant De Gaulle au pouvoir. Puis en 1962 il soutenait le général Salan lors du putsch des généraux contre De Gaulle... d'où son amitié pour Le Pen. Cela n'a pas empêché le radical Giacobbi de choisir son vieil ami Arrighi comme suppléant aux élections de député ; de même que cela n'a pas empêché Arrighi l'an dernier, lorsqu'il décida de passer la main à la mairie de Vicco, de faire élire comme maire le radi-

cal de gauche Colonna (un des élus de dimanche dernier aussi à l'Assemblée régionale sur la liste de Giacobbi). Et les trois chefs de file se retrouvent depuis un an réunis autour de « l'Association pour la Corse Française et Républicaine », sorte de front anti-autonomiste créé l'été dernier, dont Giacobbi a pris la tête, et au nom de laquelle il a tenu ces derniers mois plusieurs meetings aux côtés de de Rocca Serra...

Et dire que c'est sur le caractère licite ou contre-nature des alliances éventuelles entre tous ces gens-là que les leaders de droite et de gauche polémique, en faisant mine de se prendre au sérieux ! Mais la Corse n'est, il est vrai, qu'une petite exagération méditerranéenne et familiale du monde politique classique.

Et si c'est en se rangeant unanimement derrière la candidature de Giacobbi et en conseillant à la droite classique de ne pas flirter avec Arrighi que les partis de gauche entendent lutter contre le regain des idées d'extrême-droite, on est bien servi !

Le gouvernement français expulsera-t-il les militants nationalistes basques ?

La sous-préfecture de Bayonne a interdit la manifestation à laquelle appelait mercredi 15 août le Comité d'Aide aux Réfugiés, pour protester contre la décision du tribunal de Pau favorable à l'extradition de quatre militants basques. Pour la sous-préfecture, cette manifestation à Hendaye aurait « *troublé la tranquillité publique... particulièrement indispensable pendant cette période de l'année* ». Faux prétexte, évidemment, car la manifestation « *contre le terrorisme* », organisée deux jours plus tôt à Saint-Jean-de-Luz par l'Union de Défense des Intérêts Touristiques, des élus de droite et quelques-uns de

gauche, ne troublait pas « *l'ordre public* » ; pas plus que l'imposant déploiement de policiers mercredi sur la digue d'Hendaye et autour du casino ne gâchait le paysage en cette période touristique, aux yeux des autorités.

Cette interdiction n'a cependant pas empêché 300 à 400 personnes de manifester dans les rues d'Hendaye, alors que de l'autre côté de la frontière, à Fontarabie, 5 000 personnes se rassemblaient aussi pour protester contre la menace d'extradition des militants basques arrêtés en France.

Après l'arrivée du socialiste Felipe Gonzalez au pouvoir en Espagne, la position du gouvernement

français sur le problème des réfugiés basques espagnols a vite évolué. Et rien que depuis la déclaration de Defferre le 14 juin dernier, affirmant qu'un « *terroriste n'est pas un réfugié* », 10 réfugiés basques ont été assignés à résidence au nord de la Loire et 24 ont été expulsés de France (sans être envoyés en Espagne).

La décision de la cour d'appel de Pau, favorable à l'extradition des quatre militants basques (et d'autres sont aussi menacés) demandée par le gouvernement espagnol, va-t-elle conduire le gouvernement à aller plus loin, alors qu'il sait pertinemment quel sort attend ces militants basques dans

les prisons espagnoles, où l'on sait que la torture est toujours pratiquée ?

L'organisation basque ETA a décidé d'ailleurs de ne pas s'en tenir à de simples manifestations. Pour passer au gouvernement français l'envie d'extrader les militants basques, ils ont pris pour cibles d'attentats — qui jusqu'à présent ne visent que des biens matériels — des succursales d'entreprises ou de banques françaises.

Voilà sans doute qui met dans une situation difficile Mitterrand, qui vou-

draient bien faire plaisir à son homologue socialiste d'outre-Pyrénées et montrer à la droite de son pays qu'il est capable de fermer face au terrorisme, mais qui pourrait bien se faire reprocher les dégâts subis par les intérêts français en Espagne.

Alors Mitterrand se sent peut-être pris (même si ce n'est qu'un peu) au « *piège* » basque. Mais il a un moyen de se dégager : ne pas livrer les militants de l'ETA à la police espagnole.

Il y a quelque chose de pourri...

Après le Continental Illinois, banque renflouée de justesse il y a quelques mois par une intervention des autorités fédérales et toujours sous contrôle, c'est maintenant l'établissement qui coiffe la première caisse d'épargne des USA, la Financial Corp. of America qui donne des signes de défaillance.

A la suite d'une intervention fédérale, cette institution qui avait annoncé initialement un bénéfice de 31 millions de dollars pour le premier semestre, accusait une perte de 107,5 millions de dollars. Mais à part cela, elle va bien. « *Notre société est saine et viable* » a déclaré son directeur. En effet, sa société aurait juste eu un grave problème de liquidités, car elle a dû faire face à des demandes de

retraits précipités ces jours derniers, et donc elle n'aurait plus eu en caisse les liquidités minimales nécessaires.

La Financial Corp., dont le capital de 852 millions de dollars ne représente que 2,95 % des actifs, vit très largement au-dessus de ses moyens. Comme tous les établissements financiers elle ne peut compter que sur la confiance que lui font ceux qui lui avancent leur argent. Mais comme pour la Continental Illinois, les financiers en sont à réclamer des garanties du côté de l'Etat américain.

Le système « *est sain et viable* »... à condition toutefois qu'on le rafistole régulièrement à coup d'injections de dollars. Mais de rafistolage en rafistolage, plus dure sera la chute !

Afrique du Sud

Les lycéens noirs en lutte

Des grèves et des manifestations ont éclaté un peu partout dans les écoles réservées aux Noirs en Afrique du Sud. Dans les banlieues de Pretoria et de Johannesburg, deux étudiants ont été tués par les balles de la police qui a réprimé sauvagement les rassemblements.

Les lycéens noirs demandent la mise en place de conseils d'élèves et la suppression des châtiments corporels.

Le régime d'Apartheid a répondu par la force, mais n'a pas rétabli son ordre pour autant.

Maroc

Un pays où la dictature est reine

Au Maroc 26 jeunes arrêtés après les émeutes de janvier dernier à Marrakech et condamnés à des peines allant de un à quinze ans de prison, font la grève de la faim depuis le 4 juillet.

Ils demandent que le temps de visite des familles, dix minutes par semaine, soit allongé et que les détenus étudiants puissent préparer leurs examens en prison. Hospitalisés, ils seraient dans un état d'extrême faiblesse, d'après leurs familles.

« *Un pays où l'amitié est reine* », proclamaient les affiches vantant les attraits du Maroc pour les touristes occidentaux. Mais « *l'amitié* », la dictature marocaine la réserve à ses publicités.

CHILI : La répression n'empêche pas de nouvelles manifestations

A l'appel de l'Eglise chilienne, pour « *défendre le droit à la vie* », des milliers de manifestants, venus des beaux quartiers comme des quartiers pauvres, ont participé à des rassemblements devant les cathédrales de Santiago et des différentes villes des provinces du pays, le jeudi 9 août. Journée de protestation contre les mesures de répression renforcée prises par le régime de Pinochet au printemps dernier pour tenter de donner un coup d'arrêt à la montée des manifestations publiques d'hostilité

au régime, ce 9 août se voulait pacifique. La police devait cependant procéder à une centaine d'arrestations et on comptait parmi les manifestants cinq blessés, dont l'un devait mourir d'une blessure par balle le lendemain.

Mardi 14 et mercredi 15, de nouvelles manifestations avaient lieu dans la banlieue de Santiago. Elles ont donné lieu, semble-t-il, à des affrontements avec les forces de l'ordre. Et dans un faubourg ouvrier, un automobiliste cherchant à forcer un barrage dressé

par les manifestants (en général de tels barrages visent à interdire aux policiers de pénétrer dans les quartiers populaires) aurait tiré, tuant un jeune homme, tandis que la presse signale une cinquantaine de nouvelles arrestations et de nombreux blessés.

Malgré les brutalités policières et l'ensemble de l'arsenal répressif, le régime de Pinochet semble aux prises aujourd'hui avec une nouvelle flambée d'hostilité ouverte de la part de toute la population.

L'auto, ça peut rapporter gros !

466 millions de centimes par mois de revenus ! C'est ce qu'a touché M. Philip Caldwell, président de l'entreprise Ford aux Etats-Unis. Et encore, ces revenus ne tiennent pas compte des primes en actions et des dividendes des actions détenues.

Ce monsieur n'est pas le seul parmi les dirigeants de l'industrie automobile aux USA à s'en mettre plein les poches. D'après la revue *Automotive News*, la rémunération

annuelle moyenne des 172 dirigeants les mieux payés de l'automobile est de 500 000 dollars, plus de 4 millions de francs, en progression de 40 % par rapport à l'année dernière. Les hausses dépassent souvent 100 %, voire 200 %.

La revue ne publie pas les salaires et les augmentations obtenus par les ouvriers de ces entreprises. Mais ceux-ci seront très intéressés, ainsi que les centaines de milliers

de travailleurs licenciés de Ford et de General Motors, d'apprendre que les sacrifices qu'on leur expliquait nécessaires et inévitables n'auront pas été inutiles...

Les patrons français sont plus discrets sur leurs revenus. La seule chose qu'ils publient ce sont leurs déficits et leurs charges. Mais à l'heure où on nous bassine les oreilles sur les licenciements inévitables dans l'automobile, l'exemple des USA est instructif.

IRLANDE DU NORD

La police tire sur les manifestants

Lundi 13 août, quelque 10 000 personnes ont manifesté à Belfast, sur les lieux mêmes où la veille la police irlandaise avait tué par une balle plastique un jeune homme de 22 ans et blessé des dizaines d'autres, dont quatre grièvement.

La manifestation du dimanche 12 août, dans le ghetto catholique de Falls Road à Belfast, était organisée à l'occasion du treizième anniversaire de la loi (abolie en 1975) sur l'internement administratif sans procès et du 15^e anniversaire de l'intervention des troupes britanniques en Irlande du Nord. En tête de plusieurs milliers de manifestants, avaient pris place 150 membres du mouvement britannique d'opposition à la guerre en Irlande du Nord, accompagnés de onze mineurs en grève du Nottinghamshire ainsi que 130 membres de la NORAI, une organisation américaine de soutien à la lutte des républicains irlandais. L'un de ses leaders, Martin Galvin, interdit de séjour par les autorités britanniques, était présent.

Une véritable démonstration de force avait été organisée pour canaliser la manifestation : quadrillage du parcours avec automitrailleuses et Land-Rover blindées, hélicoptères survolant le ghetto. Et quand les manifestants atteignirent le quartier général du Sinn Féin (parti républicain proche de l'IRA), qu'ils se rassemblèrent, assis, pour écouter les orateurs et que Martin Galvin apparut à la tribune, ce fut le déclenchement policier. La télévision a montré comment les flics chargèrent avec leurs véhicules et tirèrent à tir tendu des balles plastiques sur les manifestants pris de panique. Si Martin Galvin réussit à échapper à la police, les charges policières étaient classées par l'éditorialiste du journal anglais *The Guardian* du 13

août « parmi les plus horribles des dix dernières années ».

Cela fait maintenant quinze ans que l'Irlande du Nord vit en état de siège. Quinze ans que les premiers soldats britanniques ont débarqué pour mater l'insurrection des ghettos catholiques ouvriers de Derry et de Belfast, en 1969. Les soldats britanniques se portaient alors au secours de la bourgeoisie protestante (et de l'ensemble de la communauté protestante), pour l'aider à conserver ses privilèges contre les catholiques révoltés contre leur sort. Car ceux-ci composaient, et composent toujours, la minorité ouvrière la plus pauvre, la plus frappée par le chômage, victime d'inégalités sociales et politiques qu'elle n'acceptait pas et n'accepte pas plus aujourd'hui. Régulièrement, des manifestations qui prennent parfois le caractère de véritables émeutes viennent le montrer. Contre l'impérialisme britannique, c'est dans ses rangs que les militants indépendantistes de l'IRA se sont recrutés.

De 600 en août 1969, les soldats anglais présents en Irlande du Nord sont à l'heure actuelle au nombre de 9 000, après avoir atteint celui de 21 000 en 1972. Cette baisse ne s'explique que par la volonté du gouvernement anglais de retirer progressivement ses troupes, afin de faire assurer de plus en plus le maintien de l'ordre par des forces de police irlandaises. Celles-ci comptent aujourd'hui 13 000 policiers, à 90 % protestants, entraînés, armés, dotés d'un équipement lourd et qui n'hésitent pas à s'en servir, comme ils l'ont montré le 12 août dernier.

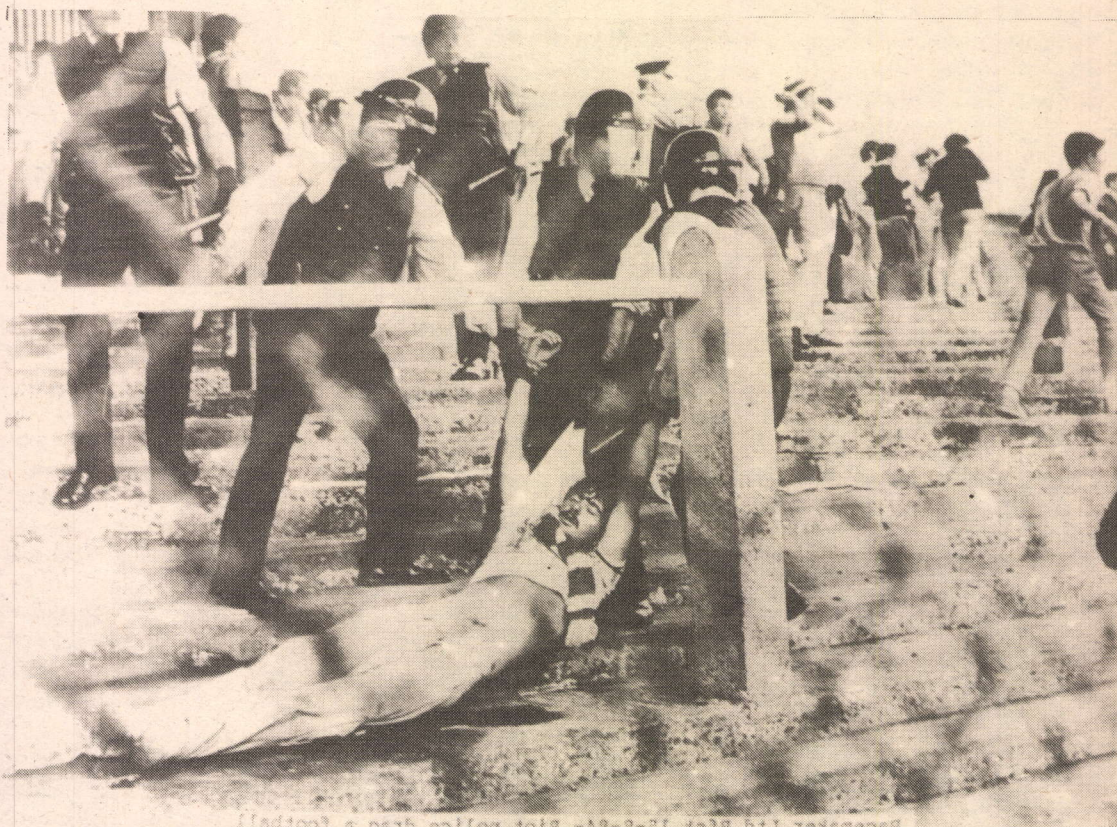
Aujourd'hui, le gouvernement de Londres se déclare « embarrassé » par ce qui s'est passé ce jour-là. Et le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, James Prior, prenant sur lui la responsabi-

lité des événements — comme pour blanchir le gouvernement britannique — aurait même reconnu que l'interdiction de séjour frappant Martin Galvin était « une grave erreur ». Non, pas une « erreur », mais une décision arbitraire, cadrant parfaitement avec la politique de l'impérialisme britannique dans ce pays, politique qui va de pair avec l'exercice ouvert, systématique, de la répression, et politique sur laquelle il n'entend pas revenir. Alors cette déclaration hypocrite a peut-être été inspirée au repré-

sentant de Margaret Thatcher par le désir d'apaiser le climat de tension régnant en Irlande du Nord, par la crainte d'une nouvelle flambée de violence contre la présence militaire et la tutelle britannique. Contre également les forces de l'ordre nord-irlandaises que l'Angleterre a contribué à mettre en place et qui, fidèles soutiens à la bourgeoisie locale, constituent, dans le climat actuel de tension, une provocation permanente aux yeux de la population pauvre catholique. Au point qu'un simple match de

football puisse se terminer en bataille rangée entre supporters et forces de police qui, le 14 août et pour la seconde fois en 48 heures, tiraient à balles plastiques, blessant dix personnes. Et visiblement, alors que les manifestations contre les mesures de répression continuent d'avoir lieu, tout affrontement peut, en effet, se transformer en émeute contre les autorités, nord-irlandaises comme britanniques.

Lucienne PLAIN



TURQUIE

La dictature en accusation

Le procès des cinquante-six intellectuels turcs qui comparaissent devant le tribunal militaire d'Ankara le 15 août a donc été ajourné au 14 septembre prochain.

Bien que les militaires aient interdit aux journalistes étrangers d'assister aux audiences qui se déroulaient derrière les murs de la caserne Mamak, la notoriété des accusés (parmi lesquels l'écrivain Aziz Nesim, dont les ouvrages ont été traduits en plus de vingt langues) n'a pas permis que ce procès puisse se dérouler entièrement dans l'ombre.

Ces cinquante-six intellectuels sont accusés de « non-respect d'un ordre du commandant militaire d'Ankara réglementant la propagande politique » pour avoir, avec quelque 1 200 autres (artistes, universitaires, journalistes, avocats), adressé une lettre-pétition au président de la République, le général Evren, réclamant le « plein fonctionnement de la démocratie ».

Mais presque indépendamment du contenu de cette lettre-pétition, ce qui leur est reproché c'est le simple fait d'avoir osé élever la voix contre

la dictature des militaires, d'avoir mis en accusation publiquement le régime qu'ils imposent au pays depuis le coup d'Etat de 1980. D'autant plus que, s'agissant de personnalités connues, les militaires ne se sentent pas les mains entièrement libres pour procéder à leur encontre de la façon expéditive qu'ils réservent à tant d'autres prisonniers.

Car si, en novembre 1983, des élections générales au Parlement devaient, aux dires des militaires, marquer le « retour à la démocratie » — démocratie que réclament justement les intellectuels emprisonnés — la

dictature pèse toujours autant et les prisons turques sont pleines. Rien que le nombre des détenus politiques s'élèverait à 100 000. L'emploi de la torture y est systématique, rappelait un rapport d'Amnesty International du printemps dernier. Et dans ce pays où les militaires restent omniprésents, la chasse aux opposants et à tous ceux suspects de l'être n'a pas cessé. Dans les prisons, on continue de disparaître bien souvent sans avoir aucun moyen de se défendre, ni même de faire connaître son sort à l'extérieur, sinon au prix de luttes extrêmes. C'est ainsi

qu'en mars dernier, onze détenus des prisons militaires d'Ankara et de Diyarbakir (Kurdistan) mouraient à l'issue d'une grève de la faim. De nouveau 266 prisonniers d'Istanbul entamaient une grève de la faim en avril, grève qui fit au moins quatre morts.

Et c'est à briser le mur du silence qui entoure ces milliers de prisonniers, à faire connaître et à dénoncer devant l'opinion publique mondiale l'oppression féroce que font régner les militaires turcs, que les intellectuels mis en accusation à Ankara contribuent aujourd'hui.

Trente années de copieux bénéfices

A en croire patronat et gouvernement, les deux groupes français de l'automobile seraient dans une situation financière dramatique, qui nécessiterait tout à la fois une aide massive de l'Etat et des licenciements eux aussi massifs. Un des feuillets de l'été a eu pour sujet, dans cette période où l'actualité est moins fournie, la baisse des ventes des constructeurs français. La Chambre syndicale patronale des constructeurs, qui d'habitude ne publie pas de statistiques au mois d'août, s'est exceptionnellement fendue d'une série de chiffres en plein été. Selon une évaluation "provisoire", la part des voitures étrangères vendues en France aurait atteint 41% en juillet (il faut tout de même rappeler qu'en échange les constructeurs français exportent en sens inverse encore un peu plus de la moitié de leur production).

On en viendrait presque à oublier (et c'est évidemment l'un des objectifs recherchés par cette campagne) que, si depuis quatre ans Peugeot et Renault sont dans une situation moins florissante, ils ont pendant trente ans largement profité du travail des centaines de milliers de travailleurs qu'ils exploitent, les profits restant privés chez Peugeot et étant canalisés de différentes façons vers le privé chez Renault, entreprise nationalisée.

Dans un article paru en octobre 1983, la revue *L'Expansion* rappelait comment au lendemain de la guerre, avec la 203 puis la 403, la firme de Sochaux a fait fortune. "Qu'il était bon d'engranger bon an mal an quelque 500 millions de francs de bénéfices," écrit l'auteur de l'article à propos des années 1960. Et 500 millions des années 1960, cela représente presque 5 milliards d'aujourd'hui. Les années 1970 ne furent pas mal non plus. Ainsi Peugeot, qui avait racheté Citroën à Michelin en 1975 (non sans avoir repassé le secteur des poids lourds — Berliet — qui ne l'intéressait pas à Renault), put se payer le luxe de rembourser en 1977 le prêt d'un milliard de francs que lui avait consenti le gouvernement deux ans plus tôt. Il est vrai qu'entre-temps les bénéfices de Citroën avaient largement dépassé cette somme.

Il y a seulement cinq ans, en 1979, le groupe PSA (qui venait de racheter les filiales françaises espagnoles et anglaises de Chrysler) annonçait encore un béné-

fice de 1,1 milliard de francs. C'était le troisième plus gros bénéfice d'une société française, juste devant Renault qui atteignait un milliard. L'année précédente, en 1978, Peugeot avait fait encore mieux, 1,38 milliard, et deux ans plus tôt 1,25 milliard. Si bien qu'en septembre 1978, dans un article intitulé "Le triomphe des Peugeot," *L'Expansion* écrivait : "Peugeot plus riche que Chrysler."

BAS SALAIRES ET PRIX ÉLEVÉS

La recette de ces super-profiteurs était simple : des salaires moyens bas, grâce à l'utilisation d'une main-d'œuvre immigrée (à Citroën, à Renault, à Simca) ou à l'implantation des usines dans les régions sans autre possibilité d'emploi (comme à Sochaux, où Peugeot contrôle jusqu'à la chaîne de supermarchés régionale), et des prix de vente élevés, très élevés. Le bénéfice net en pourcentage des ventes était chez Peugeot bien plus élevé en 1976 et 1977 que chez les constructeurs allemands BMW et Mercedes, qui sont parmi les plus profitables de l'industrie allemande.

Pendant vingt années, de 1960 à 1980, alors que la production française d'automobiles augmentait de 5 à 10% par an, la vente d'automobiles fut un véritable pactole pour les constructeurs. Les prix valaient. C'est ainsi qu'entre 1970 et 1980 (la période des plus fortes ventes) la hausse du prix des automobiles a dépassé en France de 30% celle de l'ensemble

des produits manufacturés. (qui était pourtant déjà particulièrement forte). Durant cette période, le prix de la Renault 4 L a augmenté de 98%, alors que l'indice des prix à la consommation ne progressait que de 44%. La Renault 5 TL, lancée fin 1972, valait à l'origine 11 600 F. Huit ans plus tard, le modèle 1981 était facturé 30 500 F ce qui équivaut à un taux d'inflation supérieur à celui des produits courants.

Il est d'ailleurs bien significatif que le début de la percée des ventes de voitures étrangères en France se soit produit à la fin de cette période de hausse effrénée, à partir de 1981. Les prix des modèles étrangers allemands et italiens étaient en effet bien inférieurs à ceux des voitures françaises.

LE MAGOT DE PEUGEOT

Tout cet argent ne s'est pas volatilisé. La famille Peugeot en a notamment profité pour amasser un considérable magot. Dans l'article déjà cité, *Le triomphe des Peugeot*, paru en 1978, *L'Expansion* évaluait ainsi cette fortune : "Officiellement la famille détient 49% du capital de l'affaire et Michelin 10%, le reste étant dans le public. La réalité est vraisemblablement très différente. Des observateurs bien informés estiment que la part familiale atteint au moins 60%." En réalité une centaine de membres de la dynastie Peugeot détiennent des actions et le compte exact est évidemment difficile à faire.

Bref, au total, compte tenu des dividendes et de leurs diverses spéculations boursières, les Peugeot se partageraient quatre milliards de francs. Même à une centaine, c'est copieux. Alors la moindre des choses, s'il y avait aujourd'hui une aide à apporter à Peugeot, serait d'abord de prendre sur le magot de ces gens-là.

La situation de Renault est, elle, un peu différente, dans la mesure où la firme,

qui pendant des années n'a pas déclaré de bénéfices, a tout réinvesti.

Le rôle de Renault, société nationalisée, était en particulier d'aider le privé : par ses commandes, par ses services de recherche, comme par son implantation en Amérique, desti-

née à ouvrir des possibilités aux entreprises françaises.

Et si aujourd'hui Renault n'a plus d'argent dans les caisses, si l'entreprise est très endettée, c'est en grande partie à cause de cela.

Pierre VERNANT



Saint-Gobain veut licencier à Isover

Le trust Saint-Gobain nationalisé (mais visiblement ça ne change rien à ses méthodes) veut licencier. La direction du groupe a présenté le 10 août un nouveau plan de restructuration encore plus draconien que les précédents, destiné à supprimer les deux tiers des emplois de sa filiale Isover, qui fabrique des matériaux isolants destinés principalement au bâtiment. Au total 2042 suppressions d'emplois, qui se traduiraient pour une bonne part par des licenciements purs et simples puisqu'il est carrément question de fermer l'usine de Rantigny dans l'Oise

(800 salariés) et de supprimer 334 emplois sur les 773 que compte celle d'Orange dans le Vaucluse.

Or le groupe, qui se vante d'ailleurs d'être l'une des cent premières firmes industrielles mondiales est aussi l'une des deux entreprises nationalisées (avec la CGE) à faire état de bénéfices pour 1983 : 724 millions de francs. Durant la même année, Saint-Gobain a acquis, pour un montant de 1,1 milliard de francs, 21% des actions de la Compagnie Générale des Eaux, et 26% de celle de la Société Générale d'Entreprises, deux géants respectivement de la distribution

d'eau et du bâtiment. C'est dire que les 200 à 300 millions de pertes dont fait état Saint-Gobain pour sa filiale Isover pourraient être absorbés sans qu'il y ait faillite, ni même problème.

Mais l'emploi, Saint-Gobain s'en moque ; même si, pour donner le change, le groupe a eu le culot de se payer dans divers magazines cet été une double page de publicité pour se vanter d'avoir aidé à créer 3 000 emplois dans des petites entreprises. La publicité est parue en juillet, moins d'un mois avant l'annonce de ses projets de licenciements massifs chez Isover.

EMPLOI : L'idée de Saint Gobain

100 contrats - 3000 emplois.

Dans toutes les régions de France ou le groupe Saint Gobain est implanté, Saint Gobain Développement a aidé la création de 3000 emplois, en favorisant l'émergence de projets intéressants la création ou le développement d'entreprises diverses.

Par son action, Saint Gobain Développement aide au renforcement du tissu des PME et PMI dans les régions.

Vous avez un projet pour développer votre activité ou créer une nouvelle entreprise. Saint Gobain Développement peut vous apporter son appui. Contactez nos délégués dans votre région.

DELEGATION EST : M. Jean Carreau, M. Jacques Pans, 42 rue de la République, 42 54017 Nancy Cedex, Tél. (03) 396.81.21

DELEGATION SUD-EST : M. Jacques Berthelot, M. Patrick Boudier, Tour Caisse d'Epargne, 42 boulevard Eugène Deruelle, 69432 Lyon Cedex 03, Tél. (7) 965.54.93

DELEGATION SUD-OUEST : M. Jacques Guieu, M. Louis Bruc, 1 place Occitane, 33000 Toulouse, Tél. (05) 22.18.50

DELEGATION CENTRE-OUEST : M. Marcel Guillard, M. Gérard Manciet, Immeuble Paul Bert, 4 allée du Héros, 49000 Angers, Tél. (01) 86.80.22

DIRECTION GENERALE : Président : Jean Bolger, Directeur général : Luc Gornat, Les Miroirs, Cedex 27, 92096 Paris La Defense, Tél. (1) 762.52.52

SAINT-GOBAIN

Le patronat provoque les travailleurs, mais il pourrait très bien y gagner une médaille en os

Fabius n'aura pas attendu longtemps pour être mis en demeure par le patronat d'accepter les licenciements dans les entreprises qui le souhaitent.

La presse vient de faire un large écho à un rapport d'une commission présidée par un responsable du CNPF, patron de l'Oréal, qui évalue froidement à 70 000 ou 100 000 le nombre de suppressions d'emplois qui seraient nécessaires pour le patronat dans les cinq ans à venir, pour le seul secteur automobile.

De l'avis même de leurs auteurs, ces chiffres correspondent davantage à des estimations qu'à des calculs précis, du fait même qu'ils sont incapables d'estimer le volume des ventes de l'industrie automobile française sur plusieurs années.

Mais le problème est ailleurs. Il s'agit pour le patronat d'obtenir du gouvernement qu'il avalise les licenciements de la principale industrie française, qu'il en prenne l'initiative même, puisque Renault, autant concerné que Peugeot et Citroën, est une entreprise nationale. Il s'agit ainsi, pour le patronat, que le gouvernement fasse son affaire des réactions des travailleurs et démontre à la bourgeoisie qu'il est capable de se montrer ferme, voire violent envers les réactions de colère ou de défense des ouvriers menacés de licenciement.

La question est en réalité plus politique qu'économique. Et il s'agit ainsi de faire une brèche dans la législation sociale et surtout dans la combativité des travailleurs, afin qu'à l'avenir le patronat fasse à nouveau comme au début du siècle, licencie chaque matin les travailleurs dont il n'a pas besoin et obtienne des autres qu'ils se crévent au travail pour ne pas perdre leur place.

Cet hiver, à Talbot, le gouvernement Mauroy avait donné son accord à un plan de licenciements, mais cela avait suscité une grève longue et dure qui montrait que les travailleurs ne sont pas obligés de se laisser faire par un gouvernement, fût-il de gauche. Quelques mois plus tard, à Citroën, le même gouvernement Mauroy, échaudé par Talbot, avait, cette fois, temporisé et contrainait la direction de Citroën à attendre un peu. Alors aujourd'hui, le patronat et la droite mettent à nouveau le gouvernement en demeure

d'imposer aux travailleurs ce qu'un gouvernement de droite aurait du mal à obtenir...

Bien sûr, le patronat, la droite et demain sans doute Fabius tentent de justifier ces licenciements, en expliquant qu'il faut licencier pour être plus modernes, pour être les premiers. Ils disent qu'une fois la saignée faite, cela ira mieux.

Mais cela ira mieux pour qui ? Pas pour les chômeurs, bien sûr. Pas non plus pour ceux qu'on aura gardés, puisqu'ils devront produire encore plus et plus vite, en coûtant moins cher aux patrons.

En fait, les seuls pour qui cela ira mieux seront les industriels, les banquiers, les détenteurs de capitaux qui auront trouvé le moyen, en déboursant moins de salaires, de maintenir leurs profits, malgré la crise. Et ces gens-là pousseront jusqu'au bout leur logique égoïste, qui est la raison même de la crise économique qu'ils veulent nous faire payer. Car moins il y a de pouvoir d'achat, moins les biens de consommation, automobiles ou autres, peuvent se vendre.

Alors soyons-en sûrs, la bourgeoisie de ce pays n'arrêtera pas d'elle-même ses attaques contre la classe ouvrière. Le gouvernement, qui se dit socialiste, ne l'arrêtera pas plus sous Fabius qu'il ne l'a fait sous Mauroy. Et il prendra lâchement mesures sur mesures contre les travailleurs, pour bien démontrer aux bourgeois qui le pressent et à la droite qui le talonne qu'il est responsable vis-à-vis des possédants et efficace pour paralyser les travailleurs.

Et depuis trois ans les industriels, les banquiers profitent de la situation pour diminuer notre niveau de vie, reprendre des acquis.

Alors le coup d'arrêt ne peut venir que de nous. Car tant que nous ne le donnerons pas, cela continuera, de hausses des prix en licenciements, de licenciements en attaques contre les salaires et en diminution de prestations sociales.

Mais nos forces sont intactes, nous n'avons en réalité perdu que nos illusions. Et ce coup d'arrêt, il dépend de nous de le donner.

L'écureuil grignote la petite épargne

Le taux de rémunération des livrets A de Caisse d'épargne et des livrets bleus du Crédit Mutuel, qui était de 7,5 % net d'impôt, est passé à 6,5 % sur décision du gouvernement. Les comptes sur livret des clients des banques rapporteront eux aussi 1 % de moins.

étant officiellement inférieure à 7 %, pas question que le petit épargnant soit gagnant. Il fallait retourner à la situation des années pendant lesquelles le titulaire d'un livret de caisse d'épargne voyait son argent perdre chaque année plus de valeur qu'il ne lui procurait d'intérêts.

Et où iront les quelques milliards ainsi détournés de

la poche des petits épargnants (les grands ont en général d'autres formes de placement plus juteuses à se mettre sous la dent) ? Aux entreprises, bien sûr.

La baisse des taux d'intérêt servis aux épargnants sera répercutée sur les crédits aux industriels, crédits dont les taux seront abaissés.

Mitterrand aux patrons : vos désirs sont des ordres

C'est donc à l'un des responsables du CNPF, le P-DG de la société l'Oréal, M. Dalle, que le gouvernement (le gouvernement Mauroy) avait demandé de présider la commission chargée d'établir pour le président de la République et le gouvernement une étude sur l'état de l'industrie automobile française et ses besoins.

Quoi d'étonnant que la note présentée par cette commission Dalle, dans son premier rapport, envoyé à Mitterrand le 13 juillet, soit salée et parle de 50 000 ou 70 000 licenciements... dans l'automobile. Et l'étude n'est pas encore finie.

Le gouvernement Fabius pourra toujours dire qu'on

n'y peut rien, que les experts objectifs nommés par le gouvernement ont constaté que des dizaines de milliers de licenciements étaient inévitables.

En choisissant comme experts les patrons eux-mêmes, Mitterrand et Fabius sont tranquilles : ils ont leurs ordres en direct.

Le grisou tue aussi en surface

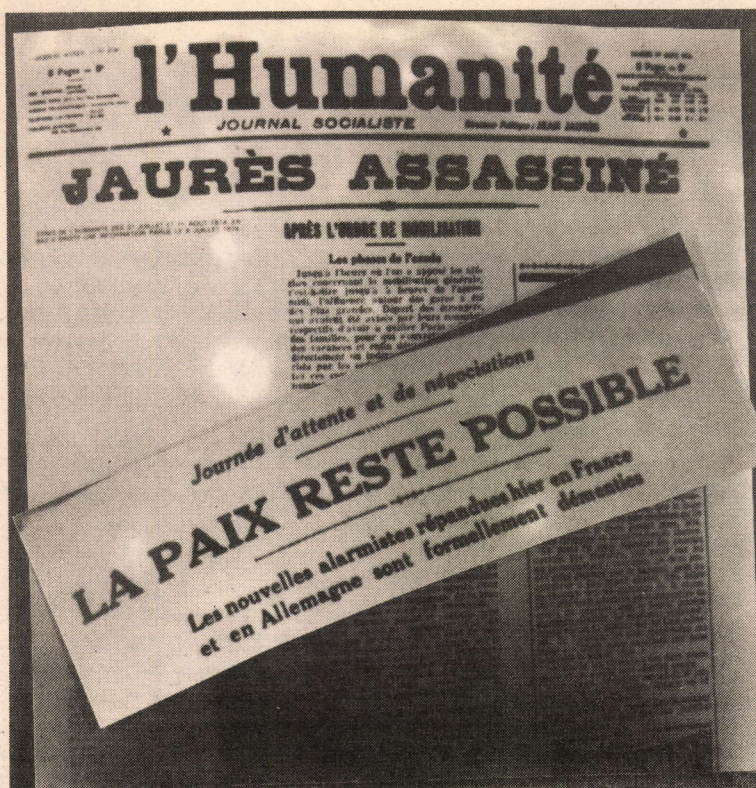


Six personnes ont été grièvement brûlées dans l'explosion de plusieurs maisons dans une cité minière à six kilomètres de Lens, dans le Pas-de-Calais. Une mère de famille a succombé à ses blessures et sa petite fille est dans un état désespéré.

Les explosions seraient dues à une fuite de grisou dans

une canalisation qui passait sous la cité. Les contrôles de sécurité étaient effectués régulièrement, disent les Houillères. Peut-être. Mais faire passer une conduite d'un gaz très dangereux sous les maisons des mineurs, sur un terrain où les affaissements sont fréquents, c'est faire peu de cas de la sécurité des mineurs et de leurs familles.

Il y a 70 ans, août 1914



« La paix reste possible », titrait L'Humanité du 31 juillet. Le 1^{er} août les premiers appelés partent au front. (L'Humanité du 1/8/14).

La Première Guerre mondiale est restée pour tous synonyme de boucherie sans nom. Chacun a en tête ces images de bombardements sans fin, de tranchées, d'hommes qui par centaines de milliers s'enterrent dans la boue, le froid, la vermine et les rats, pour résister aux obus, aux gaz, cela pendant quatre années. Des millions d'hommes massacrés, des destructions considérables pour que vivent les profits des industriels et des banquiers, pour qui la guerre était le moyen de se repartager le monde d'une façon plus conforme aux appétits des nouveaux venus sur la scène mondiale et surtout au nouveau rapport de force entre les grandes puissances.

Cette guerre, ni fraîche ni joyeuse, a pourtant vu ses premiers contingents partir la fleur au fusil. Dans tous les pays belligérants ce furent les mêmes scènes de délire patriotique et de chauvinisme borné qui ont donné le ton. Nombreux

sont les écrivains qui ont témoigné de cet engouement qui a pris la population dans tous les pays.

Pourtant, quelques jours encore avant le déclenchement de la guerre, la classe ouvrière d'un certain nombre de pays manifestait massivement contre la guerre. Mais quelques jours plus tard, les mêmes étaient entraînés dans le carnage pratiquement sans résistance, la classe ouvrière était défaite sans même s'être battue.

« Il faut comprendre, écrit Rosmer dans *Le mouvement ouvrier pendant la guerre*, que les gouvernements ne s'engagent dans ce qui reste pour eux une redoutable aventure que lorsqu'ils ont acquis la quasi-certitude d'entraîner la nation tout entière derrière eux, que lorsqu'ils sont parvenus par une préparation patiente et habile à égarer le prolétariat ».

Les gouvernants bourgeois redoutaient la force de la classe ouvrière et, avant de

s'engager dans la guerre, ils ont cherché l'appui des dirigeants de la social-démocratie, et ils l'ont trouvé, en France comme dans la plupart des pays européens.

Car le mouvement ouvrier, puissant dans les principaux pays belligérants, s'était mis à la remorque de chefs réformistes qui, malgré leurs proclamations « Guerre à la guerre », au dernier moment ont cédé à la pression de leur propre bourgeoisie et ont chacun prôné la défense des intérêts de leur propre impérialisme contre celui d'en face. Seule une petite minorité révolutionnaire, le Parti Bolchévique avec Lénine et Trotsky en Russie, les socialistes allemands autour de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, quelques syndicalistes révolutionnaires autour de Rosmer et de Monatte en France, ont maintenu le drapeau de l'internationalisme, à contre-courant, dans les usines et sur le front.

La trahison des dirigeants réformistes

En France, depuis des années les organisations ouvrières, de congrès en congrès, avaient annoncé qu'au danger de guerre elles opposeraient la lutte internationale des travailleurs et la grève générale.

La CGT, au congrès de Marseille en 1908, avait affirmé : « Le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes ».

Quinze jours encore avant la guerre, le Parti Socialiste réuni en congrès extraordinaire à Paris, adoptait le point de vue de Jaurès : « La grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus actives ».

Mais les jours étaient maintenant comptés et la marche à la guerre engagée. Le 26 juillet, le lendemain de la rupture des relations entre la Serbie et l'Autriche, l'organe de la CGT, *La Bataille syndicaliste*, donnait pour consigne : « A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent sans délai répondre par la grève générale révolutionnaire ».

A *L'Humanité*, le journal du Parti Socialiste, ainsi qu'en témoigne Roger Martin du Gard dans son roman *Les Thibault*, « le vent était plutôt à l'optimisme. On attendait sans trop d'inquiétude la réponse à l'ultimatum. On croyait savoir que la Serbie, sous la pression des grandes puissances, se montrerait assez conciliante pour que l'Autriche n'eût plus aucun prétexte à se dire offensée. On attachait surtout un grand prix aux assurances répétées

que le Parti Socialiste d'Allemagne prodiguait aux socialistes français : l'entente, en face du danger commun, semblait vraiment totale. En outre, les renseignements les plus encourageants sur l'extension du mouvement pacifiste international ne cessaient d'affluer. De toutes parts, s'intensifiaient les manifestations contre la menace de guerre. Les divers Partis Socialistes d'Europe échangeaient activement leurs vues pour une action concertée et énergique ; l'idée d'une grève générale préventive semblait de plus en plus prendre corps ».

L'optimisme des militants était à la mesure de leurs illusions pacifistes et réformistes. Jusqu'au bout pratiquement ils ont espéré que les partis ouvriers sauraient convaincre les gouvernants de ne pas se lancer dans la folie criminelle de la guerre.

C'est dans cet état d'esprit que le 27 juillet, en riposte à des manifestations bellicistes de la veille, et à l'appel de la CGT, une foule énorme défila sur les grands boulevards parisiens, malgré la police et ses charges, au cri de « A bas la guerre ! ».

Le lendemain, le Parti Socialiste dénonçait la provocation autrichienne, mais marquait son espoir dans le gouvernement Viviani (de « gauche ») pour retenir la Russie, et dans l'action des socialistes allemands pour influencer sur leur gouvernement et retenir l'Autriche. Façon de bercer la classe ouvrière d'espérances diplomatiques. Jaurès croyait ou feignait de croire à la bonne volonté pacifique du gouvernement français. Et pour ne pas le gêner, ni *L'Humanité* ni le parti n'appuyèrent la manifestation syndicale des boulevards.

Le tournant

Le 30 juillet, le tsar, encouragé par ses entretiens avec le président français Poincaré, mobilisait. Et le 31, l'Allemagne en riposte proclamait « l'état de danger de guerre ».

C'est ce jour-là qu'en France le ministre de la Guerre menace de faire usage du carnet B. Tous les militants syndicalistes ou socialistes fichés à la police sont menacés d'arrestation immédiate. Mis au pied du mur, les chefs syndicalistes et socialistes ont choisi : ils feront désormais cause commune avec la bourgeoisie ; plus question de lancer la classe ouvrière dans la lutte. Le carnet B ne fut pas utilisé, sauf contre les militants réfractaires à la nouvelle politique qui furent, eux, envoyés aux premières lignes. Mais le soir même, comme l'a raconté le secrétaire adjoint de la CGT, Dumoulin, le Comité confédéral de la CGT « prenait immédiatement et diplomatiquement position dans l'immense conflit qui allait surgir. En France personne n'a voulu la guerre. (...) En France nous avons tout fait pour éviter le conflit armé ». C'est ainsi que le syndicalisme français s'engageait dans la guerre, avant même que la mobilisation ne soit décrétée. Et là où la classe ouvrière tenta spontanément quelque chose, il se trouva à chaque fois un responsable pour la calmer et l'endormir.

C'est ainsi que le même jour, à l'annonce de l'assassinat de Jaurès, une foule s'était rassemblée spontanément devant *L'Humanité*. Elle

se vit renvoyée dans ses foyers, comme le raconte *L'Humanité* du lendemain : « Plus de cinq mille personnes vinrent en apprenant l'horrible assassinat. (...) La douleur de cette foule est impossible à décrire. (...) On se rend compte que les manifestations les plus redoutables vont avoir lieu. Il faut que Lauche paraisse à la fenêtre pour prêcher le calme, contenir le flot. « Citoyens, dit-il, il nous est impossible de vous décrire notre chagrin. Attendez, conservez votre calme, votre sang-froid... Attendez dimanche, nous vous convoquerons ».

C'est le ministre de la Guerre qui les convoquera. Car le 1^{er} août, Jaurès mort, les dirigeants syndicalistes achetés, l'ordre de mobilisation est affiché. Le 2 août, la CGT s'incline : « Nous ne pouvons aujourd'hui que déplorer le fait accompli ».

La fédération de la Seine du parti se réunit pour... accepter la guerre. « Les socialistes, dit Vaillant, rempliront à la fois leur devoir patriotique et leur devoir socialiste ». Et Sembat : « Vous vous battez pour défendre la culture française et la liberté des peuples. (...) Il faut que vous soyez vainqueurs ».

La mobilisation commençait le jour-même, dans une atmosphère chauvine et belliqueuse que nulle manifestation ouvrière ne vint plus entamer. La bourgeoisie française avait obtenu une mobilisation de tout repos. Désormais, les chefs ouvriers et leur presse sont « mobilisés » pour cautionner la politique de défense nationale.

Le 4 août : jour de guerre, *L'Humanité* écrivait : « Les crédits (de guerre) seront votés à l'unanimité. (...) L'Allemagne a dressé contre elle

l'Europe tout entière. Attendons donc le jugement des armes en souhaitant qu'il nous soit favorable ».

L'union sacrée

L'exemple venait de la direction même de l'Internationale. Son secrétaire, Vandervelde, a raconté non sans une certaine vanité dans ses *Souvenirs d'un militant socialiste* sa nomination de ministre du roi des Belges.

« Le 4 août 1914, au premier matin, comme j'étais venu aux nouvelles chez M. de Broqueville, ministre de la Guerre, l'on m'apprit que les avant-gardes allemandes venaient de passer à la frontière. A ce moment, un journaliste anversois s'approcha de moi et me dit : « Vous allez être nommé ministre d'Etat ». Je haussai, fort incrédulement, les épaules... »

Une heure après, cependant, au cours de la séance extraordinaire du Parlement, M. de Broqueville vint à mon banc et me dit : « Vandervelde, nous venons de vous nommer ministre d'Etat. Cela ne se refuse point ». Puis, sans attendre ma réponse, il monta à la tribune et donna lecture de l'arrêté royal de nomination. (...) »

M. Vandervelde : « Je n'ai qu'un mot à dire, Monsieur le Président : j'accepte ! ».

Ainsi s'ouvrit, à l'improviste, la série, que continuèrent bientôt après Jules Guesde, Marcel Sembat, Albert Thomas, Arthur Henderson, des socialistes qui entrèrent dans des gouvernements de défense nationale ».

ENTRAIT EN GUERRE

La mobilisation

Le désarroi dans la classe ouvrière

La volte-face sans combat des dirigeants socialistes à l'échelle de l'ensemble de l'Internationale se reproduit à quelques variantes près dans tous les pays européens, provoquant le désarroi parmi les militants, comme en témoigne cet extrait des *Sans patrie* d'Adam Scharrer, présentant les réactions d'un petit groupe de militants demeurés internationalistes, à Hambourg.

« C'est partout pareil. Les meilleurs camarades eux-mêmes sont bien forcés d'avaler la pilule. Où irait-on ? Toute la question est là. On s'était représenté cela comme tellement facile. Mais à présent, on voit qu'on n'avait pas tenu compte des choses les plus simples. C'est exactement ce qui s'était passé ici. J'ai dû me retirer. Les femmes étaient comme folles. Je passe pour faire le malheur de leurs hommes, elles disent qu'il m'est facile de parler, puisque je suis à l'abri. Et puis, il y a eu les perquisitions à domicile. Ils ont fouillé partout. Ils ont attrapé Tetsche, ils l'avaient d'ailleurs déjà repéré. Et Fidel, comme la plupart des autres, avait par trop la discipline prussienne dans les moelles. Et lorsque les chefs ont tous fait volte-face, cela a été le bouquet. Alfred a fait l'impossible pour empêcher la dislocation de notre groupe. Mais seul, il ne peut rien. Sa femme accouchera bientôt. Où irait-il et que pourrait-elle faire ? Lui aussi sera forcé de partir ces jours-ci.

Klauss secoue la cendre de sa cigarette et dit en manière de conclusion :

— L'erreur, c'est que ces imbéciles de prolétaires ont eu confiance dans leurs chefs. Ce sont tous des lâches. Ils sont prêts à se faire tuer pour des sacs d'argent, mais ils n'ont pas de courage pour leur compte personnel. Je n'avais nullement besoin de me fourrer dans le pétrin. Je suis à l'abri grâce à mes deux années de travaux forcés ; mais il me semble pourtant qu'il y va de notre cause, et voilà ce qu'ils n'ont pas compris. Pour le moment, tout est fini. Toute la bande est folle à lier. Mais qui vivra verra ».

A Paris

« Après dîner toute la tribu Martin était allée accompagner Louis à la gare de l'Est. Il devait rejoindre son régiment à Toul.

Paris s'était porté vers les gares. Chacune était comme le corps d'une pieuvre géante. Les rues drainaient vers elles tout ce qu'elles contenaient de jeunesse mâle et faisant un tri impitoyable, renvoyaient femmes et vieux, tandis que les trains bondés s'en allaient vers les dépôts et les casernes. Pleurs et rires se mêlaient. On n'avait pas encore compris que la guerre c'était la tuerie et des

plaisantins écrivaient à la craie sur leur wagon ou sur des écriteaux : « A Berlin ! ». Ils croyaient y aller. (...)

On avait le cœur à l'image des rues, plein de musique, de fleurs et de drapeaux. (...)

Les cris s'entrecroisaient.

— C'est pour quinze jours ! L'aller r'tour...

— On les aura ces salauds de pruscos... »

(Henri Poulaille : *Pain de soldat*)

Dans les campagnes françaises...

« Ils attendirent que le bruit des pas des gendarmes se fût éteint (...) pour essayer de réfléchir à ce qui venait de se passer. Les vieux, selon leur habitude, se tournèrent vers le garçon, et Tonin demanda :

« Au fond, qu'est-ce qu'ils voulaient, eux autres ?

— Que j'aïlle à la guerre...

— Mais t'avais dit...

— Ce que j'avais dit, ça compte plus... Faut que je m'y rende sans ça ils viendraient me chercher et ils me passeraient les menottes !

— Comme à un braconnier ! » (...)

« Justement... Il vaut mieux que j'obéisse.

— Tu vas pas partir pour de vrai, tout de même ?

— Demain matin ».

Alors, la mère se mit à crier. Elle s'en prit au bon dieu et à ses saints, puis sa colère se concentra sur les gendarmes. (...) Pourquoi venaient-ils chercher son fils qui n'avait rien à se reprocher ? (...) Tonin, tassé sur sa chaise, serrait le plateau de la table de toute la force de ses doigts pour ne pas céder au vertige furieux secouant sa femme. Quant à Jules, il n'entendait pas. L'événement le dépassait. Il ne lisait jamais les journaux et, avec les amis rencontrés au marché de Saint-Etienne, il ne parlait que du prix du beurre, des œufs, des poulets et du foin. Cette histoire le prenait complètement au dépourvu. Il avait la conviction d'être victime d'une monstrueuse injustice. »

(Exbrayat : *Jules Matrat*)

... et en Allemagne

« L'Allemagne déclara la guerre à la Russie et aux puissances occidentales. Sur l'escalier de l'Hôtel de Ville (...) se tenait ce soir-là la grande perche de bourgmestre. En le voyant, entouré des bourgeois, je compris qu'il vivait son heure de gloire. Un maître d'école (...) lui amena son fils qui devait, selon la décision paternelle, être incorporé comme volontaire. Les vieux s'embrassèrent dans le soleil couchant. Helmar, le fils du bourgmestre, qui, lui aussi, voulait partir pour la guerre, embrassa le fils du maître d'école qui faisait une tête sinistre. Tout le monde sentait que les différences de classes étaient abolies ; il y avait dans l'air une solennité inhabituelle. »

(Gustav Regler : *Le glaive et le fourreau*)

Partout la vague de chauvinisme déferle

« En revenant du poste, le fusil en bandoulière, j'entends des hurlements affreux :

— A mort ! A mort ! Achevez-le !

Et je vois un individu se débattre avec acharnement contre cinq ou six énergumènes qui le rouent de coups.

— Qu'est-ce qu'il a encore fait, celui-là ?

La figure en compote, l'homme supplie :

— *Per madona, ie souis italien, de Milano !*

— C'est un Prussien ! A preuve qu'il cause allemand ! Achevez-le ! hurle la foule. A mort, l'espion !

Avec quelques coups de crosse, je dégage le type qui est assez amoché :

— Bande de ... ! Vous ne voyez donc pas qu'il parle italien et non allemand ! (...)

Mais déjà l'attroupement s'est dispersé, en quête d'un autre ennemi, plus authentique, à lyncher. »

(Jean Galtier-Boissière : *Fleur au fusil*)

En Lorraine allemande :

« La guerre est déclarée ! Le grand drapeau était hissé, les fanions flottaient au vent comme pour l'anniversaire du Kaiser ; les soldats riaient et chantaient.

Le soir même, Louis arriva par le dernier train parti librement de Paris. A Pagny, la voie était déjà coupée. Les voyageurs durent traverser la frontière à pied, lapidés par la population. Louis était revenu à contre-cœur mais un fils chez les Français pouvait entraîner la perte de sa pension pour Père. De plus, on lui avait fait la vie dure là-bas ! »

« Il y a un attroupement autour d'un camion : les premiers prisonniers ! (...)

Pantalons rouges et capotes bleues tranchent parmi les uniformes gris des gardiens. Une impression de douleur craintive émane de ce groupe bigarré. Tous ont des pansements maculés de sang. Je me rappelle avoir vu la photo d'un cousin de Paris qui portait le même uniforme.

Subitement, j'entends vociférer. Un homme vient en courant du fond de la cité ouvrière. De loin il tend le poing. Il arrive en jurant, juste au moment où le dernier gardien remonte. Comme il fait mine d'escalader le camion derrière lui pour montrer à ses ennemis exécrables ce dont un bon patriote est capable, l'autre soldat gris le repousse brutalement avec la crosse de son fusil. Le camion démarre, laissant notre bonhomme perplexe. Suffoqué, il prend les femmes à témoin d'une chose aussi incompréhensible. »

(Maurice Lime : *Pays conquis*)

En Russie

« Du matin au soir, des cortèges se déroulent dans les rues de Saint-Petersbourg. Portant le portrait du tsar et des drapeaux tricolores, la cour, avec la police, l'Okhrana et petits bourgeois de toutes catégories, défilent par la ville en chantant « *Dieu protège le tsar* » et en poussant de bruyants hurras. Sous la

haute protection du gouvernement, ils forcent les passants à saluer, arrachant des tramways ou de leurs fenêtres et frappant tous ceux qui ne manifestent pas suffisamment leur patriotisme. Chacune de ces manifestations organisée et protégée par la police peut à tout moment dégénérer en pogroms. »

Tentatives de contre-manifestations ouvrières

« Derrière les réservistes, apparaissent les manifestants ouvriers : aux cris de « *A bas la guerre !* », ils s'approchent tout près des mobilisés. D'ordinaire, le public de Nevski, qui se compose surtout de petits bourgeois et de flâneurs désœuvrés, s'empresse pendant les démonstrations ouvrières de fuir par le plus court chemin ou de se réfugier peureusement sous les portes cochères en suivant de loin les événements. Mais, cette fois-ci il fait preuve d'« activité »

condamnant la police du tsar ;

il se jette sur les manifestants en criant : « *Traîtres ! Vendus !* ». La police n'a plus qu'à arrêter et à envoyer au prochain poste les participants à la démonstration. Une telle situation ne permet point naturellement d'élargir si peu soit-il le mouvement de protestation contre la guerre. Les quelques actions héroïques des ouvriers sont noyées dans l'immense mer du patriotisme belliqueux. »

(A.E. Badaïev : *Les Bolcheviks au Parlement tsariste*)

Le départ pour la grande boucherie

« Jamais tant d'hommes à la fois n'avaient dit adieu à leur famille et à leur maison pour commencer une guerre les uns contre les autres. Jamais non plus des soldats n'étaient partis pour les champs de bataille mieux persuadés que l'affaire les concernait personnellement.

Tous ne jubilaient pas. Tous ne fleurissaient pas les wagons ou ne les couvraient pas d'inscriptions gaillardes. (...)

Mais ils avaient en général bonne conscience. (...)

Chez les uns comme chez les autres, il y avait encore l'excitation de partir pour des vacances bruyantes, brutales, tumultueuses ; de vraies vacances de garçons. (...)

On allait se reposer de la paix. (...)

On allait s'offrir une période d'insouciance et de sans-gêne, une orgie de mouvements brusques, sans aucun égard pour les choses fragiles ; une cure de grossièreté primitive, de tout à fait mauvaises manières, d'impolitesse radicale. Cette débauche vous d'avance d'autant plus qu'on était plus jeune, qu'on se portait mieux ; et qu'on savait qu'elle serait courte. »

(Jules Romains : *Prélude à Verdun*)

La guerre fraîche et joyeuse

« Les fleurs, à cette époque de l'année, étaient déjà rares ; pourtant on en avait trouvé pour décorer tous les fusils du renfort et, la clique en tête, entre deux haies muettes de curieux, le bataillon, fleuri comme un grand cimetière, avait traversé la ville à la

Avec des chants, des larmes, des rires, des querelles d'ivrognes, des adieux déchirants,

ils s'étaient embarqués. Ils avaient roulé toute la nuit, avaient mangé leurs sardines et vidé les bidons à la lueur d'une misérable bougie, puis, las de brailler, ils s'étaient endormis, tassés les uns contre les autres, tête sur épaule, jambes mêlées.

Le jour les avait réveillés. Penchés aux portières, ils cherchèrent dans les villages, d'où montaient les fumées du petit matin, les traces des derniers combats. On se hélait de wagon à wagon.

— Tu parles d'une guerre, même pas un clocher de démolit ! »

(Roland Dorgelès : *Les croix de bois*)

De la fleur au fusil à l'horreur des champs de bataille

« Notre premier contact avec la guerre a été une surprise assez rude. Dans leur riante insouciance, la plupart de mes camarades n'avaient jamais réfléchi aux horreurs de la guerre. Ils ne voyaient la bataille qu'à travers des chromos patriotiques. Depuis notre départ de Paris, le *Bulletin des Armées* nous entretenait dans la béate illusion de la guerre « à la papa ». Tous, nous croyions l'histoire des Allemands qui se rendaient pour une tartine. (...) Le bombardement de tout à l'heure, en nous révélant l'effroyable disproportion entre les engins de mort et les petits soldats, dont le système nerveux n'est pas à la hauteur de telles secousses, nous a brusquement fait comprendre que la lutte qui commence serait pour nous une terrible épreuve. »

(Jean Galtier-Boissière : *Fleur au fusil*)

Sri-Lanka

La minorité tamoule en butte à la répression

Au Sri-Lanka (île de Ceylan), des affrontements entre séparatistes tamouls et forces de l'ordre dans le nord de l'île auraient fait près de cent morts d'après les autorités, peut-être beaucoup plus d'après certains observateurs, depuis une dizaine de jours. La presque île de Jaffna, au nord de l'île, où vivent 900 000 Tamouls, est quadrillée par l'armée depuis le printemps dernier. A cette présence militaire, les « tigres », guérilleros tamouls, ont répondu par des attentats. En représaille, les militaires s'attaquent à la population. A Mannar, sur la côte nord-ouest, la troupe aurait systématiquement incendié la ville le 11 août, à la suite d'une embuscade qui aurait coûté la vie à six soldats. Dans un commissariat de la banlieue de Jaffna, une explosion a fait au moins 19 tués. Le gouvernement dénonce les séparatistes mais, d'après les habitants de la ville, ce serait les policiers qui auraient fait sauter le commissariat après l'avoir abandonné. Les seules victimes sont d'ailleurs de jeunes séparatistes tamouls et des passants. Les forces de l'ordre auraient également bombardé un village de pêcheurs depuis des bâtiments de guerre.

La situation explosive au Sri-Lanka n'est pas nouvelle. Au mois de juillet l'année dernière, de véritables émeutes raciales s'étaient produites. Plusieurs centaines de Tamouls avaient été massacrés par des manifestants cinghalais, des milliers de boutiques avaient été saccagées et une centaine de milliers de Tamouls chassés de chez eux.

Les violences raciales qui ont secoué l'île de Ceylan à plusieurs reprises sont la conséquence de la situation léguée par le colonialisme britannique. Jusqu'à la colonisation anglaise, la cohabitation des Cinghalais et des Tamouls ne créa pas trop de problèmes. Mais les choses changèrent au XIX^e siècle. En confiant les tâches administratives locales aux seuls membres de la minorité tamoule, les colonisateurs anglais accumulèrent les rancœurs dans la population cinghalaise contre les Tamouls. D'autre part, le problème racial fut aggravé par la politique des compagnies anglaises qui transplantèrent des centaines de milliers de Tamouls indiens pour cultiver les plantations de thé et d'hévéas au centre de l'île. Ils créèrent ainsi un sous-prolétariat agricole qui sera par la suite plu-

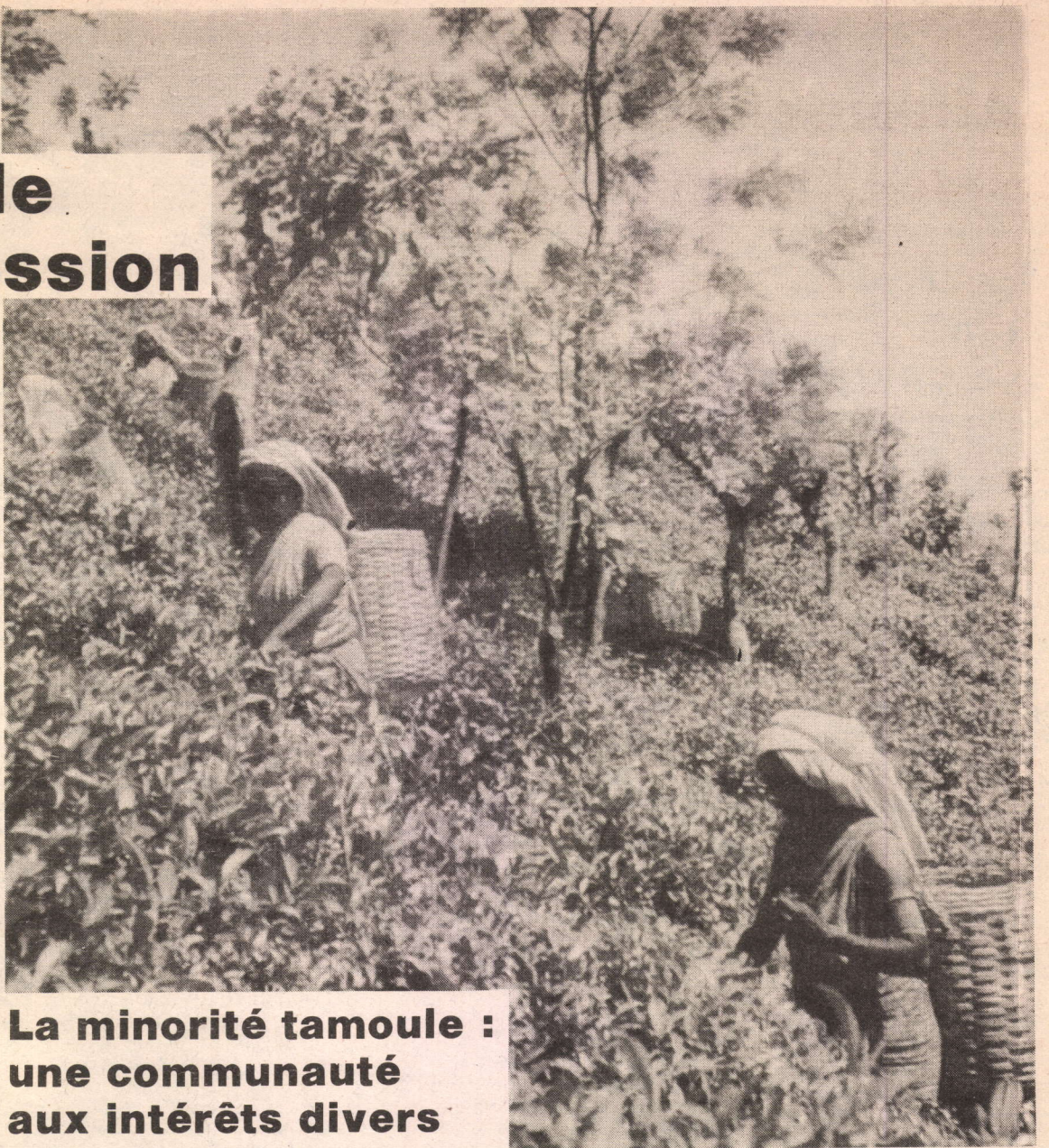
sieurs fois la cible des Cinghalais. L'impérialisme britannique avait ainsi créé toutes les conditions pour que se produisent par la suite des crises raciales.

Ainsi, après l'indépendance octroyée par les Britanniques en 1948, la majorité cinghalaise prit sa revanche. Le premier gouvernement formé par l'UNP (Parti National Unifié) priva les 500 000 Tamouls « indiens » des plantations de la nationalité ceylanaise. Et par la suite, l'UNP aussi bien que le SLFP (Parti de la Liberté), les deux principaux partis de l'île, ont rivalisé de démagogie contre la minorité tamoule pour s'attirer les voix des Cinghalais. Les Tamouls furent accusés d'être les agents de l'Inde toute proche — dont les nationalistes cinghalais craignaient la tutelle. Parce que l'Etat indien voisin du Tamil Nadu est peuplé en majorité de Tamouls ceux qui vivaient au Sri-Lanka étaient désignés comme les ennemis intérieurs. Et la démagogie raciste des partis au pouvoir renforçait cette opinion. Même la coalition soi-disant progressiste du SLFP associé à plusieurs formations d'extrême-gauche dont le Parti Communiste Ceylanais, au pouvoir en 1972, allait dans le même sens en essayant de rapatrier en Inde les Tamouls des plantations. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que ceux-ci aient plusieurs fois été les victimes de violences notamment en 1977.

La crise économique a contribué à attiser les problèmes dans ce pays très pauvre qui tire ses principales ressources du thé, du caoutchouc et du coprah et donc tributaire du marché mondial. Et une partie de la petite bourgeoisie cinghalaise, frappée par la crise, s'en est prise aux rivaux Tamouls, une forte proportion de ceux-ci établis en zone cinghalaise étant commerçants ou petits industriels.

Aux revendications autonomistes des Tamouls qui demandent la création d'un Etat indépendant au nord et à l'est de l'île, le président Jayewardene a répondu par la force. Et ce n'est pas la table ronde organisée en mars dernier entre sécessionnistes tamouls et le pouvoir qui pouvait régler le problème, celui-ci ne voulant pas entendre parler d'autonomie. Et il est à craindre que de nouvelles explosions raciales viennent secouer cette île, véritable poudrière mise en place par l'impérialisme.

Pierre CHAMBEY



La minorité tamoule : une communauté aux intérêts divers

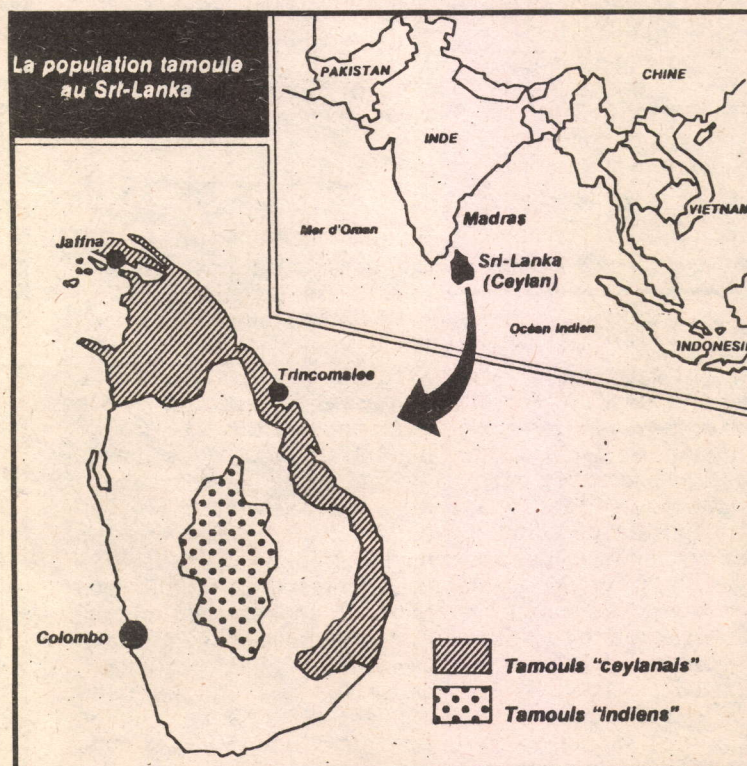
D'après Eric Meyer (directeur du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud) dans un article du *Monde diplomatique* de novembre 1983, le sentiment séparatiste est loin d'être général dans toutes les régions peuplées de Tamouls. Il est pratiquement inexistant pour les Tamouls immigrés (ou Tamouls indiens), transplantés au siècle dernier par les Anglais et dont la population (encore plusieurs centaines de milliers) n'a cessé de diminuer à la suite de la politique de rapatriement en Inde poursuivie par les gouvernements successifs au Sri-Lanka. Isolés sur

les hautes terres, surexploités dans les plantations de thé, ils forment un groupe à part, pour lequel la revendication séparatiste n'a pas beaucoup de sens.

Les Tamouls vivant dans les régions à majorité cinghalaise n'y étaient pas non plus particulièrement sensibles, se sachant les premiers exposés à des représailles. Mais les émeutes dont ils furent les victimes en 1983 ont peut-être développé l'idée du séparatisme, dans la mesure où ils pourraient trouver refuge dans leur région d'origine, au nord et à l'est de l'île.

C'est dans la presque île de

Jaffna, au nord de l'île, que le mouvement pour le séparatisme est le plus fort. La politique de « cinghalisation » de l'administration par le pouvoir a privé la jeunesse petite-bourgeoise de ses débouchés traditionnels. Un système de quotas, établi dans les années 1970, a restreint les possibilités d'études supérieures de la petite-bourgeoisie tamoule. Dans ces conditions, s'est développé un fort sentiment séparatiste et de nombreux jeunes ont été attirés par le mouvement terroriste.



Les 15 millions d'habitants du Sri-Lanka sont composés pour 74% de Cinghalais, de 18% de Tamouls et de 7,5% de Maures.

Les Cinghalais, originaires de l'Inde du nord, furent les premiers occupants de l'île, bientôt rejoints au Moyen-Age par des colons tamouls venus de la région de Madras au sud de l'Inde. Ces derniers s'installèrent au nord et à l'est de l'île, où ils sont encore majoritaires. Ce sont les Tamouls « ceylanais ».

Les Tamouls « indiens » ont été transplantés de la région indienne de Madras au XIX^e siècle par les compagnies anglaises.

Le gouvernement indien en cause ?

L'Etat indien le plus proche du Sri-Lanka, le Tamil Nadu, est peuplé de 50 millions d'habitants, en majorité Tamouls. Cet Etat constitue un refuge pour les opposants au gouvernement de Colombo et celui-ci accuse l'Inde d'abriter des camps d'entraînement de terroristes tamouls. Le gouvernement de New-Delhi s'en défend et déclare ne pas soutenir la revendication d'un Etat autonome tamoul au Sri-Lanka.

L'Inde est en période électorale et le gouvernement tient néanmoins à ménager les millions d'électeurs tamouls du Tamil Nadu. Se montre-t-il tolérant pour ceux qui soutiennent les revendications séparatistes des « cousins » du Sri-Lanka et les aident ? Toujours est-il que le problème tamoul constitue une pomme de discorde entre le pouvoir ceylanais et le gouvernement indien de Mme Gandhi.

Affrontements entre communautés

Pendant les deux nuits de mercredi 8 et jeudi 9 août, dans la petite ville américaine de Lawrence (Massachusetts), à 45 kilomètres de Boston, des affrontements particulièrement violents ont opposé la communauté porto-ricaine et mexicaine de l'un des quartiers pauvres aux autres habitants. A coups de bouteilles, de pierres, de cocktails Molotov, et pas seulement puisque sur la trentaine de blessés, sept l'ont été par balles, les heurts ont pris le caractère d'une véritable émeute raciale.

* A l'origine, une vitre de voiture brisée, un incident banal mais qui, en se traduisant de cette façon dramatique, donne une idée du degré de tension qui devait régner entre les communautés de cette ville industrielle de 63 000 habitants.

Depuis bien longtemps, poussés par la misère qui règne dans leur pays, des immigrants venus d'Amérique centrale et latine ont afflué vers les Etats-Unis. Ces dernières années, le mouvement s'est amplifié et les Latino-Américains sont allés grossir,

comme à Lawrence, les quartiers pauvres, véritables ghettos, des villes où un espoir de travail existait. Sur l'ensemble du territoire américain, la population hispanique est ainsi passée de 9 millions de membres en 1970 à plus de 16 millions en 1983, et chaque année, près d'un million de personnes tentent de franchir clandestinement la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. La crise économique qui y règne aujourd'hui fait alors bien souvent s'évanouir l'espoir de trouver un travail, tandis que les

nouveaux arrivants se heurtent à l'hostilité de la population en place, aux yeux de qui ils ne sont que des concurrents dangereux à l'embauche.

A Lawrence, qui serait en pleine décadence industrielle, avec des usines qui ferment et des emplois qui se raréfient, la population, immigrante elle aussi (d'origine italienne ou irlandaise) mais d'installation plus ancienne, s'est dressée aux cris de *"Rentrez chez vous, nous étions ici les premiers"* contre la communauté hispani-

que, la dernière arrivée et la plus pauvre. Car le système capitaliste en crise ne fait pas supporter que le poids du chômage et de la misère à la population laborieuse. Il contribue directement à la montée des tensions raciales et porte la responsabilité de ces affrontements violents entre communautés les plus démunies.

L.P.

Reagan :

"Produisons américain"

L'administration Reagan vient de décider de nouvelles règles restreignant encore les importations américaines d'articles textiles, déjà contingentées dans le cadre de l'accord multifibres. Les patrons américains du textile se plaignent en effet de la concurrence que leur font les articles bon marché exportés par les pays pauvres d'Asie et d'Amérique latine.

En cette période pré-électorale, Reagan a donc donné satisfaction aux capita-

listes américains qui, pour faire bonne mesure, menaçaient de mettre au chômage leurs ouvriers qui sont aussi, et c'est ce qui intéresse Reagan, des électeurs.

Il n'est pas certain toutefois que cette mesure change grand-chose. Car les patrons américains du commerce des vêtements, comme d'ailleurs une partie des industriels du textile qui font fabriquer leurs produits à l'étranger, ont trouvé la parade. Puisqu'il y a menace de blocage des importations en

provenance d'Asie et d'Amérique latine, ils vont se fournir en Italie et en France, vis-à-vis desquelles aucune barrière nouvelle n'a été dressée car elles importent beaucoup de marchandises américaines. Du coup ces deux pays ont augmenté leurs exportations d'habillement vers les Etats-Unis de respectivement 86% et 58% depuis le début de l'année.

Le seul résultat prévisible du renforcement des mesures protectionnistes aux portes du

prétendu paradis de la libre entreprise sera donc de réduire un peu plus les revenus des pays pour qui cette exportation était vitale.

La mesure est d'autant plus provocante que souvent les pays pauvres ont emprunté précisément pour construire des usines destinées à produire ces articles textiles devant lesquels des barrières douanières s'élèvent maintenant. Et ces pratiques ne sont pas le seul fait des Etats-Unis. Les pays

européens ont eux aussi fermé les portes du Marché commun aux exportations textiles d'un pays comme la Tunisie. Un certain nombre de fabriques de jeans ont dû y réduire leur production ces dernières années.

Et ce sont pourtant les banquiers d'Amérique du Nord et de ces autres pays riches qui, dans le même temps, demandent à ces pays d'exporter plus pour rembourser leurs dettes.

P.V.

TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD !

Cela fait maintenant un an que l'armée française occupe le terrain au Tchad. Le 10 août 1983, commençait l'opération Manta, qui marquait l'engagement de la France dans la guerre civile du Tchad, aux côtés des troupes gouvernementales d'Hissène Habré — alors en déroute — par l'envoi de 3 314 instructeurs militaires (*Le Monde* du 11 août 1983) afin de le soutenir contre les troupes rebelles du Nord commandées par Goukouni Oueddeï qui était soutenu par la Libye.

Pendant tout le mois de juillet 1983, le gouvernement français avait limité son engagement à l'envoi d'importantes cargaisons de matériel militaire (50 tonnes par jour). Mais rapidement le gouvernement commença à envoyer des parachutistes.

Officiellement, les troupes militaires françaises devaient venir en aide à un "gouvernement légal menacé" par une rébellion soutenue par des troupes "étrangères" (comme si l'armée française, elle, était moins étrangère que les

autres !). Et sous prétexte d'accords d'assistance signés avec le Tchad en 1976, l'envoi de parachutistes dans le cadre de l'opération Manta était défini comme une force "d'instruction et d'appui logistique" (*Le Monde* du 17 août 1983). Le 20 août 1983, on estimait à près de 3 000 soldats les forces engagées au Tchad (*Le Monde* du 26 août 1983).

Le 26 août 1983, dans une interview au *Monde*, Mitterrand déclarait : *"L'engrenage, il y a beau temps que nous y sommes ! La France n'en est pas à sa première expérience. De 1969 à 1972, elle a conduit une guerre au Tchad aux côtés de Tombalbaye."* Depuis plus de cent ans l'impérialisme français considère le Tchad comme sa chasse gardée. Il a soutenu militairement Malloum et aussi Goukouni Oueddeï, représentant du "gouvernement légal," avant qu'il ait laissé la place à Hissène Habré.

Et les déclarations hypocrites de Mitterrand sur le fait que *"nos forces ont été envoyées au Tchad pour servir la paix et le droit"* (*Le*

Monde du 26 août 1983) ne faisaient illusion à personne. En quelques semaines, la France s'engageait dans une véritable guerre pour soutenir la dictature chancelante d'Hissène Habré (le plus important envoi de troupes depuis la guerre d'Algérie). Sa présence au Tchad conforte la partition du pays en deux, avec une zone au nord du quinzième parallèle où se trouvait Goukouni Oueddeï et une zone au sud occupée par les troupes françaises et celles d'Hissène Habré. En février 1984 l'armée française poussa la ligne de démarcation de 100 km plus au nord.

Aujourd'hui, ce sont 3 200 soldats français qui sont stationnés au Tchad. Onze d'entre eux ont été tués. Outre les soldats, cette "force de dissuasion" (pour ne pas dire d'occupation) comprend 29 hélicoptères, 6 Jaguar, 6 Transall, 5 Mirage, 2 Bréguet, sans compter les automitrailleuses et le matériel léger, etc. Cette guerre coûte 3 millions de francs (nouveaux, bien sûr) par jour, soit près d'un mil-



liard de francs en un an, avec lesquels on aurait pu faire bien d'autres choses utiles.

Alors l'intervention de l'armée française qui occupe le Tchad depuis un an n'a certainement contribué en rien à régler le pro-

blème tchadien, tout au contraire. Elle permet seulement à l'impérialisme français de jouer son rôle d'allié des dictatures en place en Afrique et de garantir de l'ordre impérialiste dans la région.

René SICILE

SNCF Paris-Chapelle

Le chef s'amuse...

Dans un "Avis au personnel" de la gare de la Chapelle du 8 août, le chef d'établissement déclare compter "sur les efforts de chacun pour que, en cette période d'été qui correspond à une baisse sensible du trafic marchandises (...) tout soit fait pour assurer le maximum de régularité dans les heures des dessertes et de manière plus générale dans la circulation des trains dans la gare." Et le chef d'établissement de « mettre en garde les agents qui "seraient portés à croire qu'ils peuvent se permettre de ne pas accepter les services de 8 heures commandés exceptionnellement!" »

Ce qu'il oublie de préciser, c'est d'abord que l'exceptionnel est en train de devenir la règle; qu'ensuite, si le trafic marchandises diminue en effet pendant l'été, le nombre de wagons à traiter, lui, ne diminue pas

(ceux qui sont pleins sont, certes moins nombreux mais les vides, eux, sont en augmentation); enfin, que depuis le 3 juin dernier, les cheminots ont soi-disant un horaire ramené à 35 heures et qu'il est quand même un peu fort de café de leur demander maintenant de faire 8 heures de service sur des postes de travail à durée journalière réduite en dessous de 8 heures.

Ce n'est d'ailleurs pas qu'une "mise en garde" amicale qu'adresse aux travailleurs le chef d'établissement puisque, s'appuyant sur le règlement SNCF, il les informe "qu'ils se mettraient en situation illégale" et que des sanctions seraient à la clé, s'ils n'obtempéraient pas.

Mais si la SNCF a des problèmes pendant la période d'été "pour assurer la continuité du service public dont nous

avons la mission", comme elle se plaît à le dire si joliment, c'est quand même trop facile de s'en prendre aux cheminots qui font leur travail. Plutôt que de chercher à leur imposer un travail supplémentaire, elle pourrait parfaitement embaucher: n'importe quel chômeur pour les travaux simples (décrocher ou accrocher les wagons par exemple) ou du moins ne demandant pas une longue formation. Elle pourrait également faire appel à tous ceux qui ont passé les concours ou examens de la SNCF, qui ont été reçus et qui attendent toujours leur nomination. Sans compter que le chef d'établissement pourrait s'abstenir de s'amuser, pendant cette période, à supprimer des machines de manœuvre ce qui contribue à l'augmentation de la charge de travail de chacun. *Corresp L.O.*

Dans notre courrier :

Au centre de détention de Muret : Les salaires aux arrêts

Des détenus du centre de détention de Muret en Haute-Garonne, employés par l'entreprise privée Microturbo, ont envoyé une lettre ouverte au ministère de la Justice pour dénoncer leurs conditions salariales.

Nous publions ci-dessous des extraits de cette lettre, qu'une lectrice nous a fait parvenir.

« Nous effectuons pour la majorité d'entre nous un travail de qualification et de précision dans le secteur aéronautique, à des postes de tourneurs, fraiseurs et ajusteurs, c'est-à-dire la branche industrielle qui présente les salaires les plus élevés. Plusieurs d'entre nous bénéficient d'une formation professionnelle et quelques-uns exerçaient avant leur incarcération une activité à ces postes de travail. (...) »

La grille des salaires précise la période de formation par quatre échelons, ensuite cette grille reconnaît explicitement la qualification d'ouvrier spécialisé, d'ouvrier professionnel très qualifié, puis d'ouvrier hors classe. Ceci est pour nous une reconnaissance qui motive tout naturellement l'attente d'un salaire « proche autant que possible des activités professionnelles extérieures » (dixit art. D102 du C.P.P.) en l'occurrence des tarifs du double ou du triple de ceux pratiqués à Muret à l'atelier Microturbo I et II. Le pécule que reçoit en part disponi-

ble le détenu, c'est-à-dire après déduction des charges sociales (7,6%), frais d'entretien (300 F), frais de justice (10%) et pécule de libération (10%) s'élève en moyenne de 1 038 F à 1 909 F, somme mini et somme maxi, correspondant au premier et au dernier échelon du salaire, pour un mois complet de 140 heures de travail. A noter qu'un détenu travailleur ne peut espérer, quelle que soit sa qualification, accéder au sommet de la grille des salaires qu'après quatre, cinq, six ans ou plus de travail dans ce même atelier. Autant dire que très peu de détenus arrivent au sommet de cette grille; actuellement il y en a sept sur quarante-neuf; la libération ou le changement d'atelier interviennent bien avant! Changer d'atelier, notons-le, implique une rétrogradation totale du salaire, et donc un redémarrage au bas de la grille. »

Puis la lettre explique comment les entreprises concessionnaires profitent de conditions financières particulièrement avantageuses :

« Notamment diverses exonérations, telles que les charges sociales ordinaires (Sécurité sociale, allocations familiales, chômage, logement, etc.). »

— Exonérations des cotisations forfaitaires sur les salaires, des taxes d'apprentissage, des charges de congés payés, des jours chômés, congés divers (1^{er} mai), du treizième mois, des absences ou congés maladie.

— Exonération des indemnités de préavis de licenciement ou de chômage. Et ajoutons que la facturation de la main-d'œuvre est faite sans taxe.

Par ailleurs, les locaux sont mis à la disposition du concessionnaire, qui ne s'acquitte que des charges. »

Et les détenus réclament « que soit réévalué à un premier niveau la grille des salaires, par la prise en compte réelle de la spécialisation, la précision du travail et la production effectuée dans ces deux ateliers Microturbo. »

Vacances... à la rigueur

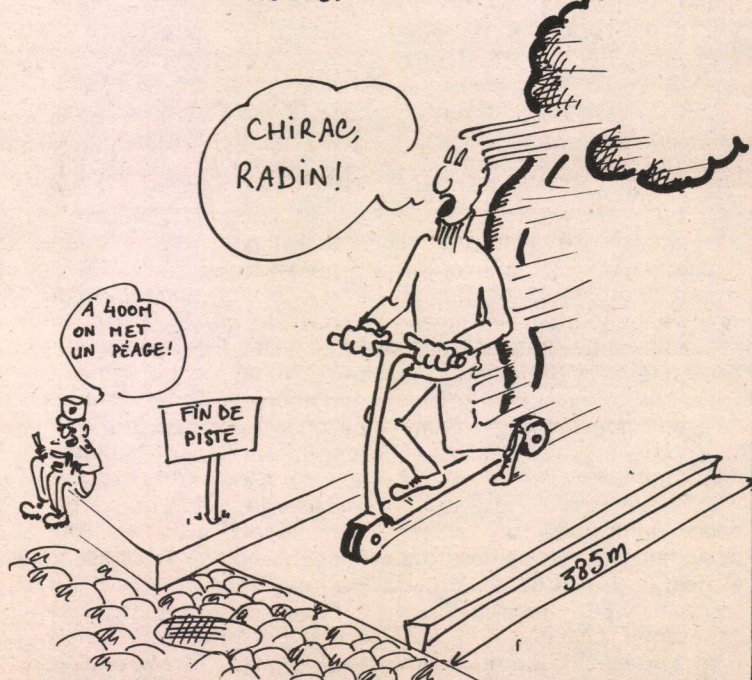


Dans les stations françaises de bord de mer ou de montagne, les commerçants, les hôteliers, les restaurateurs, les agents de voyage, les organisateurs professionnels de joyeuses vacances, pour touristes en mal de vider leur porte-monnaie, trouvent la saison d'été 1984 morose, décevante. La raison ? « La parcimonie des Français dans l'organisation de leurs vacances » explique le journal *Les Echos* du 14 août. Oh ! pas de tous les Français d'ailleurs ! Car les hôtels 4 étoiles, les hôtels de luxe font le plein, par exemple. Mais ceux qui composent habituellement la grande masse des vacanciers dans ces mois de juillet et août, les « congés payés », eux, ont été moins nombreux à partir, sont partis moins loin et en moyenne moins longtemps et ont été plus regardants à la dépense. En témoigne la baisse nette du nombre de locations dans le Languedoc-Roussillon, tandis que des responsables des stations des Alpes déplorent, toujours d'après *Les Echos*, « une nette régression du pouvoir d'achat qui a entraîné une réduction des dépenses de loisirs. » De même, les campings de la Côte d'Azur affichent une baisse de fréquentation et même la Bretagne, plus fréquentée cette année paraît-il, note que les séjours des vacanciers étaient moins longs, quinze jours maximum.

Les touristes américains avec leurs dollars n'ont même pas sauvé la mise de tous ceux qui vivent de la saison touristique populaire. Ils ont rempli certes bien des hôtels d'Aquitaine (grâce à des campagnes de publicité menées aux Etats-Unis pour les conduire jusque-là) et des Alpes-Maritimes par exemple, où ils ont représenté 92 à 95% des occupants des hôtels de « classe supérieure. » Mais cela n'a pas comblé l'absence, dans les moyens et petits hôtels, dans les campings, les gîtes ruraux, les locations meublées, dans les restaurants et les magasins de souvenirs, de tous ceux qui cette année ont dû se contenter « de vacances à l'économie. »

Alors, des vacances moins payantes pour bien des commerces ? Oui, mais tellement bonnes à prendre quand même !

SI TOUT VA BIEN, L'ANNÉE PROCHAINE, CHIRAC OFFRAIT 385m DE PLUS DE PISTES CYCLABLES AUX PARISIENS.



« Metropolis »

de Fritz Lang

version de Giorgio Moroder

Tourné par Fritz Lang en 1926, *Metropolis* était depuis longtemps une curiosité réservée aux habitués des cinémathèques. La version qui vient de ressortir a été modernisée par Giorgio Moroder, surtout par l'adjonction à ce film muet d'une musique de style rock qui contribue à créer un climat d'angoisse et par le coloriage, le plus souvent très discret, de la pellicule. Bien des spécialistes crient au sacrilège, mais pour reconnaître bien vite que, sous les innovations, le film de 1926 demeure, ainsi que les problèmes qu'il a voulu poser.

Car si l'intrigue raconte les amours d'une jeune fille pauvre et d'un garçon de la meilleure société, dans une ville futuriste, la fiction se veut résolument sociale. Les ouvriers qui font vivre tout un monde d'oisifs qui goûtent les joies du paradis à la surface terrestre, sont confinés, eux, sous terre. C'est là qu'une immense machinerie, dévoreuse d'hommes, impulse la vie de la planète.

Les images rendent de façon hallucinante la cadence inhumaine que doivent observer ces esclaves, à qui il suffit d'un moment d'inattention ou

d'épuisement pour être dévorés par le monstre mécanique. Seule forme de résistance : les réunions clandestines qu'anime une jeune fille qui veut réconcilier le capital et le travail au moyen de l'amour. Le jeune homme qui tombe amoureux d'elle est le propre fils du dictateur qui trône dans la cité du haut, protégé par sa police et les mouchards qu'il entretient parmi les travailleurs.

C'est ainsi qu'il apprend les réunions ouvrières organisées par l'héroïne. Et pour démanteler cette opposition, bien inoffensive pourtant, il monte une provocation : il séquestre la jeune fille et la remplace par un robot à son image, qui doit la compromettre en fréquentant les mauvais lieux. Seulement le robot échappe au contrôle de ses créateurs et déclenche un soulèvement général des ouvriers, qui se mettent à détruire les machines. Du coup la ville souterraine est envahie par les eaux et il faut tout le courage des deux héros pour sauver les femmes et les enfants des ouvriers.

Après les horreurs du capitalisme et les horreurs de la révolution, vient l'apothéose de la réconciliation des classes,



grâce à la jeune fille, qui joue le rôle de l'amour médiateur.

Dans l'Allemagne de l'après-guerre, marquée par les mouvements révolutionnaires de 1919 à 1923, le film de Fritz Lang exprime la peur qu'ont éprouvée bourgeois et petits-bourgeois devant la révolution ouvrière et la montée du communisme. Il dénonce la violence de l'exploitation capitaliste mais pour appeler les patrons à mettre de l'eau dans leur vin s'ils ne veulent pas provoquer la révolte ouvrière, tandis qu'il loue aux ouvriers les joies de la collaboration de classes.

Vincent GELAS

« La triche »

de Yannick Bellon

Le commissaire Michel Verta (Victor Lanoux), au cours d'une enquête sur le meurtre du présentateur homosexuel d'une boîte de nuit de Bordeaux (Michel Galabru), fait la connaissance de Bernard, jeune contrebassiste dans l'orchestre de la boîte.

Un commissaire, un meurtre, une enquête. Film policier *La triche* ? Non, pas vraiment, car l'intrigue policière n'est pas au centre du récit. Le véritable

sujet du film c'est la liaison amoureuse qui naît entre le commissaire, la quarantaine, père de famille respectable, ancien rugbyman, et le jeune et beau musicien.

Yannick Bellon, tout en filant la naissances, la maturité et la fin tragique de cette liaison, nous montre la nuit bordelaise avec ses boîtes, les quais du port et ses mauvais garçons.

La triche est un film qui se

voit avec plaisir, avec de belles images et des comédiens excellents tant dans les premiers que dans les seconds rôles (Michel Galabru dans le double rôle du présentateur homosexuel et de son frère, forain hétérosexuel, et Roland Blanche dans le rôle d'une petite frappe minable, indic et maître-chanteur).

André SIMON

Films récents...

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.
de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Athéna 12^e. Nation 12^e. Fauvette 13^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Sept Parnassiens 14^e. Gaumont Convention 15^e. Images 18^e. Secrétan 19^e. Gambetta 20^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.
de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

UGC Champs-Élysées 8^e (vo). Escorial Panorama 13^e (vo).

UNDER FIRE.
de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza. Ciné Beaubourg 3^e (vo). UGC Odéon 6^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. Les Montparnos 14^e. 14 Juillet 15^e (vo).

YENTL.
de et avec Barbra Streisand.

Les révoltes d'une jeune fille dans une famille juive polonaise du début du siècle.

UGC Opéra 2^e. Marbeuf 8^e (vo).

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Monte Carlo 8^e. Publicis Matignon 8^e.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Épée de Bois 5^e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud. Forum Orient Express 1^{er} (vo). Impérial 2^e. George V 8^e (vo). La Bastille 11^e. Paramount Galaxie 13^e.

... et moins récents

LES BLUES BROTHERS.
de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

UGC Danton 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo).

FAME.
de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Saint-Michel 5^e (vo). Elysées Lincoln 8^e.

MAIS QUI A TUÉ HARRY ?
d'Alfred Hitchcock.

Trop de coupables pour un cadavre qu'on ne cesse d'enterrer et de déterrer.

Marignan 8^e (vo). Trois Parnassiens 14^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Action Ecoles 5^e (vo).

EL.
de Luis Bunuel.

La jalousie jusqu'à la paranoïa.

Quintette 5^e (vo). 14 juillet Bastille 11^e (vo).

AMERICA, AMERICA.
de Elia Kazan.

De la Turquie au « rêve » américain, vu par un jeune émigrant.

Reffet Quartier Latin 5^e (vo).

LES SEPT SAMOURAIS.
de Kurosawa.

Des guerriers professionnels apprennent à des villageois à se défendre contre des bandits et à triompher.

Panthéon 5^e (vo).

UNE ÉTOILE EST NÉE.
La façon dont le show-business sélectionne une star.

Hollywood vu par Hollywood avec Judy Garland.

Gaumont les Halles 1^{er}. Publicis Saint-Germain 6^e. Publicis Champs-Élysées 8^e. Bienvenue 15^e. Kinopanorama 15^e.

FANFAN LA TULIPE.
Les exploits en tout genre du héros Gérard Philippe et Gina Lollobrigida.

Reflets quartier latin 5^e. Saint-Lambert 15^e.

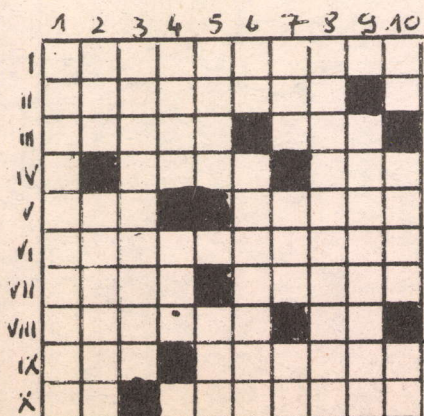
FANNY ET ALEXANDRE.
de Bergman.

La chronique d'une famille suédoise au début du siècle. Un regard nostalgique sur l'enfance.

Calypso 17^e.

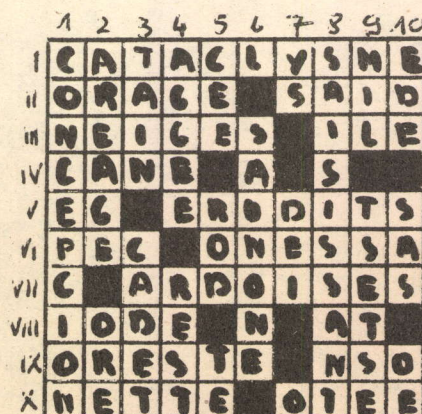
Mots croisés

Solution du problème précédent



HORIZONTALEMENT. — I. Rehaussent les médaillés. II. D'une montagne. III. Les bouchons y sautent. Rendait rouge. IV. La meilleure défense des accusés. Jamais. V. Renvoie les fidèles. Bien huilée. VI. Sa ville est rose. VII. Sans que ça se voie. Echassières. VIII. Prénom féminin. En plein tintamarre. IX. Sans fard. Il y en a des milliers dans la lieue. X. Chemises noires. Dernière épreuve.

VERTICALEMENT. — 1. Noires et blanches y dansent à la file. 2. Petit bout de terre. Ont payé leurs impôts. 3. Comme des fleurs socialistes. 4. Joue entre avant et arrière. Ciment spécial qui tient au chaud. 5. On y pend la culotte. Dans un tacot. 6. Pieuse abréviation. Peut révéler une émotion. 7. Séparation. Regroupait les syndicalistes révolutionnaires dans les années 20. Se dit pour faire bisquer. 8. Des monten-l'air. 9. Catégoriques. 10. Le onze romain. Vieil impôt. Personnel.



« Rakovsky » dans les Cahiers Léon Trotsky

Les *Cahiers Léon Trotsky*, revue trimestrielle de l'Institut Léon Trotsky, ont consacré leurs numéros 17 et 18 (mars et juin 1984) à Khristian Rakovsky, militant et dirigeant du mouvement socialiste puis communiste et enfin de l'Opposition de Gauche contre la bureaucratie stalinienne.

Un peu comme cela avait été le cas pour les numéros 13 et 14 consacrés à Léon Sédov (édités depuis en un volume), il s'agissait surtout de l'ensemble de ce qui reste des écrits de Rakovsky.

Les deux *Cahiers* s'ouvrent par une biographie, répartie en deux articles (avant et après 1923). Pierre Broué y évoque la vie militante de Rakovsky (1873-1941), ses luttes et ses arrestations (à la première il a tout juste quatorze ans), son action dans le mouvement socialiste balkanique, ses séjours en Suisse, Allemagne, France, Angleterre, Russie, la fréquentation de tous les leaders de la II^e Internationale, d'Engels à Jaurès, Rosa Luxembourg, Trotsky et Lénine, la participation aux

congrès mondiaux, son aide en 1905 aux mutinés du cuirassé *Potemkine* réfugiés en Roumanie. En 1917, il est plongé dans la révolution russe, exerce de hautes responsabilités politiques, militaires et administratives en URSS, en particulier en Ukraine, participe à la proclamation de l'Internationale Communiste. A partir de 1923, il joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la bureaucratisation du parti et de l'Etat, aux côtés de Trotsky et de milliers de militants de l'Opposition de Gauche moins connus. Il en est le principal dirigeant après l'exil de Trotsky en 1929. Il subit les persécutions, les déportations, la maladie. En 1933 il tente de s'évader, avant de capituler en 1934, vieilli et brisé par les épreuves. Il figure dans le procès de Moscou de 1938 en compagnie de Boukharine, y est condamné à 25 ans de prison et disparaît, probablement fusillé en 1941.

Le recueil des articles de Rakovsky qui suit cette biographie est d'un intérêt variable. Les textes sont éparpillés sur une trentaine d'années, et

d'importance et de genres très inégaux : défense des mutinés du *Potemkine*, articles de souvenirs, proclamations politiques, études économiques, lettres à Trotsky et à d'autres militants. Ce n'est évidemment qu'une toute petite partie de ce qu'avait écrit Rakovsky. Signalons qu'y figure la lettre à Valentinov de 1928, plus connue sous le titre *Les dangers professionnels du pouvoir*. Rakovsky y analyse plusieurs aspects du processus de dégénérescence dans le Parti Communiste Russe. C'est-à-dire, d'une part, la passivité politique de la classe ouvrière et d'autre part « les modifications qui s'étaient produites dans la composition et la psychologie du parti en liaison avec la conquête du pouvoir lui-même ». En même temps il y esquisse, à l'intention de l'opposition de Gauche, une politique pour lutter contre cette bureaucratisation.

Vincent GELAS
Khristian Rakovsky, numéros 17 et 18 des *Cahiers Léon Trotsky* - 128 pages et 45 F chacun.



« La pensée vivante de Sandino » Lettres, textes, correspondance

Les 171 textes de ce recueil, fragments autobiographiques, proclamations, interviews et surtout lettres à ses officiers et à ses partisans, présentent au lecteur la vie et les convictions d'Augusto Cesar Sandino (1895-1934), le chef de la guérilla anti-impérialiste dans le nord du Nicaragua. Ils s'échelonnent du retour de Sandino dans sa patrie, en 1926, pour mener la lutte contre les troupes nord-américaines et leurs valets locaux, jusqu'à son assassinat en 1934 par la Garde Nationale nicaraguayenne que les troupes US avaient mise en place avant leur départ, sous les ordres du futur dictateur Somoza, pour défendre les intérêts impérialistes.

Pendant 6 ans, Sandino combat les Marines et les gouvernements conservateurs ou libéraux nicaraguayens qui servent de paravent à la domination nord-américaine. Ses campagnes sont coupées par un séjour d'un an au Mexique, en 1929-1930, pour rechercher des appuis extérieurs. Le 1^{er} janvier 1933, les USA retirent leurs troupes du Nicaragua : Sandino licencie alors son armée et refuse de reprendre le combat, malgré les attaques de la Garde Nationale contre ses partisans. Et c'est en sortant d'un dîner chez le président de la République qu'il est arrêté et assassiné par la Garde Nationale, le 21 février 1934.

Dans toutes ces pages, Sandino apparaît comme un dirigeant nationaliste dont le but est de faire du Nicaragua un pays débarrassé du joug de

l'impérialisme américain, une nation à part entière. La devise « Patrie et Liberté » clôt tous ses écrits. Sa haine ne va pas seulement aux dirigeants de l'impérialisme américain, ni aux seuls soldats américains, ces « pirates » dont l'infanterie et l'aviation dévastent le pays, elle s'étend aussi à l'ensemble du peuple américain. Pour lui la société nicaraguayenne se divise en non-patriotes qui profitent de l'invasion en la tolérant, et en patriotes qui la combattent. S'il parle de lutte populaire, l'émancipation sociale des travailleurs des villes et des campagnes n'est pas son combat. C'est ainsi que dans une conversation il explique : « A maintes reprises on a essayé de détourner ce mouvement de défense nationale en le convertissant en une lutte de nature beaucoup plus sociale. Je m'y suis opposé de toutes mes forces. Ce mouvement est national et anti-impérialiste. Nous maintenons haut levé le drapeau de la liberté du Nicaragua et de toute l'Amérique latine. Pour ce qui est du domaine social, ce mouvement est populaire et nous préconisons la réalisation de certaines aspirations sociales. (...) Mais nous avons toujours imposé notre critère selon lequel cette lutte était essentiellement une lutte nationale ». Sandino veut réunir les Nicaraguayens de toutes les classes sociales, même s'il note que ce sont les ouvriers et les paysans qui se rallient le plus facilement à lui, alors que les bourgeois s'entendent volontiers avec les troupes impérialistes. Son but

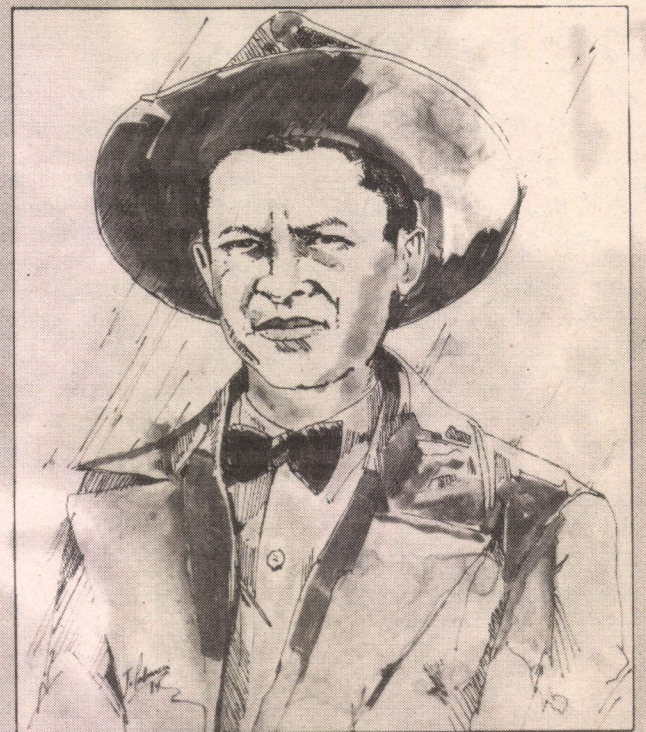
est de faire en sorte que des banquiers latino-américains remplacent au Nicaragua ceux de Wall Street. Son seul ennemi est l'envahisseur nord-américain : dès que celui-ci a formellement quitté le territoire national, Sandino se sent moralement obligé de désarmer, même s'il pressent parfois que c'est un suicide de sa part.

De même sa politique vis-à-vis des autres pays est caractéristique : à partir de 1928 il s'intéresse à toute l'Amérique centrale et même parfois à l'ensemble des peuples latino-américains. Il comprend ce que pourrait être le poids de 100 millions de Latino-Américains unis contre l'impérialisme. Mais pour réaliser cette union, il ne se fixe pas comme but de s'appuyer sur les luttes des populations pauvres des autres pays d'Amérique latine. C'est avant tout aux divers gouvernements latino-américains qu'il propose son projet d'alliance anti-impérialiste, gouvernements vis-à-vis desquels il observe la plus stricte neutralité, considérant qu'ils représentent chacun leur peuple (le seul à ne pas représenter son peuple est le gouvernement nicaraguayen !).

Son nationalisme s'allie aussi à une profonde religiosité, qui va jusqu'au mysticisme. Il professe par moments de véritables cours sur la justice divine, sur le rôle providentiel qui lui est dévolu, rôle confirmé par des songes prémonitoires et des dons télépathiques. Ce rôle d'envoyé de la providence lui est bien utile pour justifier son pouvoir

La pensée vivante de sandino

Lettres, textes et correspondances



Présentation de Jean ZIEGLER
Introduction de Sergio RAMIREZ

B
LA BRÈCHE

absolu sur son armée. Car à aucun moment ne transparaît la moindre trace de discussion ou de démocratie. Son autorité, il dit la tenir du fait qu'il représente son armée... qui lui obéit de façon disciplinée.

Et l'introduction proprement dite est empruntée à un actuel membre du gouvernement nicaraguayen, Sergio Ramirez,

car c'est en effet dans cette tradition nationaliste que les actuels dirigeants nicaraguayens ont puisé leurs idées, leurs perspectives.

Vincent GELAS

La pensée vivante de Sandino. Ed. La Brèche. 411 pages. 95 F.

« Cette terre » d'Antonio Torres

Cette terre est tout d'abord l'histoire de la famille Cruz, une famille de bouviers de douze enfants, dont l'aîné, Nelo, est parti par-delà les montagnes, vers le Sud, vers la ville de Sao Paulo pour y faire fortune. Et cette famille de paysans pauvres vit dans l'attente des nouvelles de Nelo et de l'argent qu'il envoie. Elle vit aussi dans l'espoir d'avoir un jour le courage de faire comme lui : partir. Elle vit de rêves vains, cherchant à fuir la misère et la sécheresse qui règnent au village.

La mère part faire le tour des petites villes du Nordeste à la recherche de ses filles. Le père, ne voulant pas croire ce que lui écrit son fils sur la vie à Sao Paulo (tout aussi difficile qu'au village et non ce que l'on « croyait là-bas ») finit par vendre son bout de plantation pour payer ses dettes et part lui aussi tenter sa chance ailleurs. Seul le frère cadet — le narrateur — reste pour assister enfin au retour de son frère Nelo. Mais toujours aussi pauvre qu'avant, Nelo se pend.

A travers ces personnages, le roman retrace l'histoire de

ce village du nom de Junco, à l'écart de la route goudronnée, à l'écart du monde, perdu dans la région désertique du Sertao de Bahia. Un village qui se meurt, où les maisons sont fermées, les terres abandonnées et où le chiendent envahit ce qui reste des plantations. Un village qui assiste à l'hémorragie de ses forces vives, dont tous les hommes sont happés par le mirage du Sud où soi-disant « la terre est riche » et « l'argent facile » : tous descendent vers Sao Paulo. Et tous finissent par vivre dans les ghettos des faubourgs des villes où « ils pataugent dans les égouts ».

Au travers du sort tragique de la famille Cruz et du fils aîné, l'auteur — lui aussi originaire du Junco — nous fait revivre, en de brèves scènes de souvenirs, les problèmes quotidiens et le sort de tous ces paysans qui n'ont qu'un seul espoir : échapper à la sécheresse meurtrière du Sertao.

René SICILE

Cette terre d'Antonio Torres.
Ed. A.M. Métailié. 149 pages.
56 F

« Jean Miguel » de Rachel de Queiroz



Rachel de Queiroz est née en 1910 dans l'un des Etats les plus pauvres du Nordeste du Brésil, le Ceara, où la plupart du temps sévit la sécheresse et où se situe son roman, écrit en décembre 1931.

Jean Miguel est l'un de ces journaliers agricoles sans histoire, vivant dans un village déshérité du Nordeste qui, pour survivre, doit « louer ses bras de porte en porte, de propriété en propriété, sans même posséder la bêche avec laquelle il creusait la terre, la hache avec laquelle il coupait du bois ».

Le roman se construit autour de Jean Miguel impliqué dans un banal fait divers. Un soir, ivre, il devient assassin pour une question d'honneur. Il se retrouve dans la prison sordide du village où il restera deux ans en détention préventive.

Dans les prisons brésiliennes de l'époque, la famille était le seul recours du prisonnier pour ne pas mourir de faim. En effet, la famille devait entièrement subvenir aux besoins de celui qui n'était pas encore

passé en jugement. Mais pour la famille — la plupart du temps bien sûr très pauvre — le prisonnier devenait très vite une charge insupportable, une bouche de trop à nourrir. Les visites s'espaçaient et on finissait tout simplement par l'oublier. Et lorsque le prisonnier était simple journalier agricole et qu'il attendait parfois le jugement plusieurs années, il devait se débrouiller pour survivre d'expédients, comme Jean Miguel, fabriquant du matin au soir des chapeaux de paille ou, comme son compagnon de misère, Zé Imagier, des statuettes religieuses en bois. Pour d'autres, les autorités pénitentiaires les laissaient travailler aux champs le jour et revenir dormir en prison, le soir.

Et c'est dans cet univers que, peu à peu, l'auteur nous fait pénétrer racontant la vie des prisonniers, hommes ou femmes, tous paysans pauvres qui pour des questions de terre, de femmes ou sous l'emprise de l'alcool, ont à un moment où à un autre, commis un crime.



L'auteur met en évidence l'oppression, la misère morale et physique dont sont victimes des paysans et dont la « cachaça » (l'eau de vie) est le seul refuge et la violence bien souvent le seul exutoire. Et à travers les visites de Santa, la femme de Jean Miguel, le lecteur découvre également la vie du village et son dénuement le plus complet. Santa elle-même finit par faire comme la plupart des autres, abandonnant son mari, l'oubliant et se prostituant avec l'un des gardiens de prison pour pouvoir survivre.

Rachel de Queiroz, dans un style simple et percutant, montre les origines sociales du banal fait divers qui a conduit Jean Miguel en prison et elle fait de son livre un réquisitoire contre la misère du Nordeste, le régime carcéral et l'exploitation des femmes.

Jean Miguel, de Rachel de Queiroz, Ed. Stock, 187 pages, 69 francs.



TELE

Sélection télévision

Dimanche 19 août,

20 h 35 TF1. **Les prairies de l'honneur** : un western qui se déroule en Virginie pendant la guerre de Sécession. Pour amateurs du genre, mais pas trop difficiles.

21 h 40 A2. **Le village sur la colline** : le premier épisode d'un feuilleton déjà diffusé en mars 1982. Ce premier épisode fait revivre la vie dans un petit village bourguignon en 1906-1908.

22 h 30 FR3. **Un été violent** : avec Jean-Louis Trintignant. Le film se déroule en Italie dans un petit village de l'Adriatique en 1943.

Lundi 20 août

20 h 35 TF1. **Razzia sur la Chnouf**, film d'H. Decoin avec Jean Gabin et Magali Noël. « Le Nantais » est envoyé à Paris par les trafiquants de drogue de New York pour aider un trafiquant français. Mais « le Nantais » étant Jean Gabin, personne ne s'étonnera de découvrir qu'en réalité c'est un flic.

20 h 35 A2. Une émission sur la Libération de Paris. Gageons que le rôle de la Résistance dans la Libération de Paris y sera grossi démesurément, alors qu'il ne s'est agi que de petites démonstrations symboliques destinées surtout à la politique intérieure française :

imposer vis-à-vis des alliés De Gaulle comme le seul chef de gouvernement possible en France, et, accessoirement, blanchir la police parisienne de sa collaboration passée en la faisant descendre dans la rue en dernière minute.

Mardi 21 août

20 h 35 TF1. **Faust** l'opéra de Gounod par les chœurs et l'orchestre de l'Opéra de Chicago sous la direction de Georges Prêtre.

20 h 35 A2. **La Mafia fait la loi** : un film italien de Damiano Damiani, avec Claudia Cardinale et Serge Reggiani. Les liens entre mafiosi, hommes

d'affaires et notables locaux, d'après un roman de Leonardo Sciascia.

Mercredi 22 août.

20 h 35 FR3. **Léo Ferré**, quatrième et dernière émission de la série consacrée au chanteur.

22 h 35 TF1. **Skinoussa**, un film reportage sur une petite île grecque de quatre-vingt-dix habitants, où le temps paraît s'être arrêté.

Jeudi 23 août

20 h 35 TF1. **Félix Leclerc au Québec**. Une émission consacrée au chanteur canadien, avec autour de lui d'autres

chanteurs canadiens moins connus et Yves Duteil et Michèle Bernard.

20 h 35 A2. **Un crime pur laine** : un film policier néo-zélandais.

Vendredi 24 août.

21 h 50 TF1. **Jean Rostand, le solitaire de Ville-d'Avray**. Troisième et dernière des émissions consacrées par TF1 au biologiste.

23 h A2. **Le jeu du solitaire**. Drame psychologique de Jean-François Adam. Julien (Sammy Frey), un psychiatre, apprend le suicide d'un adolescent qu'il soignait.

La police s'en prend aux piquets de grève

De violents affrontements ont opposé lundi 13 août au matin policiers (environ 2 000) et mineurs dans le village de Cuckney à la frontière des Comtés de Nottingham et de Derby, dans la région charbonnière du centre de l'Angleterre. A la suite des affrontements, 36 mineurs ont été arrêtés.

Les incidents ont commencé vers trois heures du matin, lorsque les forces de police casquées, bouclier et matraque en main, sont arrivées à Cuckney pour intercepter les files de véhicules de mineurs en grève qui convergeaient vers les houillères de Warsop, non loin de là, pour y installer leurs piquets de grève. Les mineurs ont riposté en lançant briques et pierres sur les policiers.

Les puits des houillères de Warsop devaient rouvrir ce lundi matin-là, après les vacances d'été, et la police était venue en force pour empêcher les piquets de se mettre en place. La police affirme avoir intercepté et obligé à faire demi-tour 600 voitures contenant 3 000 mineurs venus pour les piquets dans le comté de Nottingham et 800 voitures dans le comté voisin de Derby. Mais cela n'a pas empêché d'autres affrontements aussi à Warsop, où d'autres piquets de grève avaient réussi à parvenir. De nombreuses voitures de grévistes ont été endommagées par les policiers qui, brisaient les pare-brise avec leurs bâtons et cognaient dans les carrosseries à coups de pied et de bâton.

Des événements semblables, mais de moindre ampleur, avaient eu lieu la semaine dernière au puits de Shirebrook, un puits voisin au nord du comté de Derby, qui rouvrirait ses portes aussi à la suite des vacances.

Au moment de ce retour de vacances, le gouvernement britannique et la direction des Houillères semblent donc décidés à faire pression par tous les moyens pour obtenir au

moins une certaine reprise du travail.

Mais malgré les moyens mis en œuvre, les interventions policières, les cars de ramassage à vitres fumées, pour garder l'anonymat des non-grévistes, et grillagés, la réouverture des puits ne voit semble-t-il pas affluer plus de non-grévistes qu'avant les vacances. Dans ces deux mines de Warsop et Shirebrook par exemple, où viennent d'avoir lieu les incidents, la direction annonce seulement 30 grévistes qui auraient repris le travail, portant à 224 le nombre de non-grévistes, sur un total de 3 000 mineurs. Sans parler du seul non-gréviste du puits de Graw, dans le sud du pays de Galles, Mr Morgan, héros des Houillères, qui a dû à nouveau renoncer deux jours de suite à se rendre au travail, les chauffeurs de taxis envoyés le chercher à domicile par la direction ayant refusé de traverser les piquets de grève.

Sur l'ensemble du pays, d'après le journal britannique *The Guardian*, on comptait avant les vacances 68 000 non-grévistes sur 180 000 mineurs. A défaut de voir, comme il l'espérait, un plus grand nombre de mineurs venir au travail à la réouverture des puits, le directeur des houillères, Mr Mac Gregor, en est réduit aux invocations, affirmant qu'il a la conviction qu'un très grand nombre d'employés veulent reprendre le travail mais n'osent pas le faire.

Du côté des mineurs, alors que la grève entre dans son sixième mois, on se prépare par contre à tenir encore longtemps. Et le syndicat des mineurs entend demander aux autres syndicats, lors du congrès des Trade Unions qui doit avoir lieu en septembre, une aide financière pour les aider à soutenir les grévistes. C'est dire qu'on envisage de tenir s'il le faut jusqu'à l'hiver, période où le manque de charbon posera un problème crucial au gouvernement britannique.

Au Pays-de-Galles : solidaires des mineurs !

« La grève des mineurs est en train de supprimer les barrières qui, depuis des générations, ont séparé la région industrielle du sud, du nord rural », écrit le journal britannique *The Guardian* du 13 août.

Et ce journal explique qu'aujourd'hui des collectes de nourriture et d'argent sont faites dans toutes les villes et villages du pays de Galles et y sont bien accueillies. De plus, de petites villes ou villages des

régions agricoles se sont jumelés avec des villes ou villages miniers et ce sont eux qui s'occupent du ravitaillement des grévistes.

Dénationalisation :

1975 : L'Etat a acheté cher un canard boiteux

1984 : il revend bon marché un jaguar en forme

« Ruée sur Jaguar à la bourse de Londres », titre avec joie *Le Figaro* du 10 août, pour expliquer que la dénationalisation de Jaguar décidée par le gouvernement Thatcher est l'exemple parfait de ce qu'il faudrait faire ici aussi en France.

Et il est vrai que la mise en vente d'actions de Jaguar, filiale de l'entreprise nationalisée British Leyland, a eu un franc succès. Tant de succès que les actions se sont arrachées dès l'ouverture de la mise en vente. Tant pis pour les petits rentiers qui rêvaient de mettre un peu de Jaguar dans leur coffre : tout a été raflé d'entrée de jeu par les grosses sociétés financières. Et tant pis par la même occasion pour la propagande officielle du gouvernement britannique qui présente les dénationalisations comme le capitalisme mis à la portée de toutes les bourses. Par contre, pour les gros spéculateurs, ce fut tout bénéfice : dans la journée même, 25 % des actions vendues par British Leyland changeaient de main et les prix montaient à 9 et 10 % au-dessus du prix de vente initial. 10 % de profits en quelques heures, qui dit mieux ! On s'attend à ce que d'autres actions achetées ce jour-là soient remises en vente dans les jours qui viennent, mais le prix du Jaguar a toutes les chances de faire encore un bond.

« Au-delà de ce succès, (...) l'exemple britannique ouvre la voie à tous ceux qui veulent rendre au secteur privé des pans entiers de l'économie contrôlés par

l'Etat » commente *Le Figaro*. Mais, analysant avec soin l'exemple britannique, *Le Figaro* met en garde ceux de ses lecteurs trop pressés : « S'il ne faut transiger en quoi que ce soit sur les principes, il serait vain de vouloir figer à l'avance les dénationalisations dans un système quasi dogmatique. Au contraire, la meilleure façon de privatiser, c'est de s'armer de patience ».

C'est en 1968 que, devant les difficultés de l'industrie automobile britannique, le gouvernement avait poussé à la fusion de deux constructeurs, la British Motor Holdings (qui regroupait déjà Jaguar, Austin, Morris, Riley et Wolseley) et la Leyland Motor Corporation, pour former un seul trust automobile britannique : la British Leyland. Puis, les difficultés persistant (300 millions de livres, soit environ 3,3 milliards de francs, de déficit en 1974-1975), le gouvernement travailliste décidait en 1975 la nationalisation du groupe, rachetant pour 265 millions de livres d'actions et prévoyant un plan d'investissements supplémentaires de 240 millions de livres par an. Au moment de la nationalisation, le trust comptait 200 000 emplois, et le plan de redressement prévu par le gouvernement travailliste prévoyait de descendre, en douceur, d'ici 1982, le nombre d'emplois à 155 000.

Mais même cela ne suffit pas. En 1978, un premier plan d'urgence décida une suppression brutale de 12 500 emplois. En 1979, le gouvernement conservateur

prenait la relève. Il ne parla pas encore de dénationaliser British Leyland : il lui restait encore du pain sur la planche et un nouveau plan d'urgence, avec la fermeture de plusieurs usines importantes et 25 000 licenciements, était mis en œuvre. Et aujourd'hui British Leyland compte à peine plus de 100 000 emplois.

Mais là encore, un peu de patience, comme dirait *Le Figaro*, tout n'est pas encore vendable. Mais certains secteurs sont devenus nettement rentables, grâce éventuellement à des ponctions sur la maison mère. C'est le cas de Jaguar qui, après des pertes se montant à 79 millions de livres, soit 870 millions de francs, en 1980-1981, a enregistré 50 millions de livres de bénéfices en 1983 (550 millions de francs) et 43 millions (470 millions de francs) pour le seul premier semestre 1984. Les travailleurs avaient nationalisé les déficits ; Thatcher dénationalise, mais seulement les bénéfices évidemment.

Alors, spéculateurs français, pas de précipitation ! C'est *Le Figaro* qui vous le conseille : il n'y a pas assez longtemps que la gauche a nationalisé en France, les licenciements restent encore à faire, les renflouements aux dépens du contribuable à poursuivre. Vous avez fait une bonne affaire en vendant à l'Etat vos vieilles entreprises. Pour faire une bonne affaire en les rachetant, il faut ici attendre encore un peu.